

Colonisation, guerre d'indépendance et mémoire :
Stora souligne l'importance du passé pour
le futur des relations algéro-françaises

P-02

Avec une qualité d'exception

P-03



Deglet Nour intégrée
dans les standards
mondiaux

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION /Lundi 17 Novembre 2025//N° 1206// PRIX 20DA

Réunion du Conseil des ministres

11 circonscriptions administratives promues en wilayas à part entière

p- 03



Avec la promotion de onze nouvelles circonscriptions en wilayas à part entière, l'Algérie compte désormais 69 wilayas, renforçant ainsi la gouvernance locale et l'accès aux services publics dans les Hauts Plateaux et le Sud.

Accusés de soutenir militairement les Forces de soutien rapide
au Soudan, les Émirats arabes unis dans le collimateur

P-04

Pham Minh Chinh à Alger,
première visite d'un Premier
ministre vietnamien depuis 2015

P-02



Alger-Hanoï : Un partenariat
solide, forgé par l'histoire et
tourné vers l'avenir

Une coopération exemplaire

Doha et Alger affirment
leur volonté de renforcer
les projets communs

L'Algérie et le Qatar réaffirment l'excellence de leurs relations bilatérales. Lors d'une rencontre à Alger, le ministre du Travail et l'ambassadeur qatari ont exprimé leur volonté commune d'élargir et d'approfondir une coopération déjà solide.

P-04



Pham Minh Chinh à Alger, première visite d'un Premier ministre vietnamien depuis 2015

Alger-Hanoï : Un partenariat solide, forgé par l'histoire et tourné vers l'avenir

La visite qu'effectue le Premier ministre du Vietnam du 18 au 20 novembre 2025, «la première pour un Premier ministre vietnamien depuis 2015», demeure plus que significative au vu de la relation exceptionnelle liant les deux pays.



■ Par Kader B.

Les contours de cette dernière n'ont pas manqué de faire l'objet d'explications lors d'une rencontre avec la presse de l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam en Algérie, Tran Quoc Khanh. Celui-ci a indiqué que lors de ce séjour, le Premier ministre

sera reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ainsi que par les présidents des deux chambres du Parlement algérien et aura des entretiens avec les ministres de tutelle de la coopération algéro-vietnamienne. La particularité des relations algéro-vietnamiennes a été mise en exergue par le diplomate qui a affirmé à l'occasion : «La relation de mon pays avec l'Algérie est particulière,

elle est exceptionnelle. Les deux nations partagent, par ailleurs, une convergence de vues sur de nombreux dossiers internationaux». Avant d'ajouter qu'au cours de son séjour, Minh Chinh assistera à l'inauguration de la première stèle commémorative en Algérie de Hô-Chih Minh, à Rais Hamidou (Alger). « L'événement est important, voire hautement symbolique à nos yeux, car il est le

père fondateur du Vietnam moderne. Hô-Chih Minh est un homme de culture et un grand ami de l'Algérie, d'autre part», a souligné Khanh avant de préciser que l'ancien président vietnamien a attaché une importance particulière au développement des relations avec l'Algérie, et qu'il fut un soutien inconditionnel de la révolution algérienne. S'agissant du volet des relations commerciales et économiques entre Alger et Hanoï, le diplomate a fait savoir que ces dernières constituent un réel pan stratégique de cette prochaine visite. «De ce fait, les travaux d'un forum d'affaires seront coprésidés par les deux Premiers ministres. Des travaux qui devraient déboucher sur la signature de cinq à six accords et mémorandums d'entente», s'est réjoui le diplomate, avant de préciser que les deux pays s'engagent par la présente à donner une nouvelle perspective à cette relation historique. «Des initiatives très ambitieuses ont, d'ores et déjà, été adoptées par les deux parties », ajoute la même source, qui indique aussi qu'une délégation d'une vingtaine d'entrepreneurs de divers secteurs du privé et du public, dont ceux des industries et de l'aviation, sera présente.»Un plan d'action sera tracé pour le développement de la coopération bilatérale dans les domaines économique et commercial, plus précisément dans les secteurs de l'agriculture, de la production pharmaceutique, de la transformation numérique, des hydrocarbures et de l'énergie verte, a fait savoir Tran Quoc hanh.Ce dernier n'a pas manqué de faire part des montants des échanges commerciaux entre l'Algérie et le Vietnam, qui ont atteint les 400 millions de dollars durant les dix premiers mois de l'année en cours, essentiellement pour les produits agricoles. Cependant le Vietnam souhaite investir davantage dans les hydrocarbures, selon la même source.L'on a fait aussi savoir que la coopération politique est très

bonne entre les deux capitales, qui vont la rehausser en lui donnant une autre dimension. Parlant des enjeux de la visite du Premier ministre vietnamien à Alger, qu'il qualifie déjà de fructueuse, figurent la définition des domaines prioritaires, la mise en œuvre d'un cadre juridique qui va favoriser le développement de cette relation. Ce sans oublier, selon lui, le renforcement des échanges culturels entre les deux peuples frères. Mettant en exergue la nécessité pour les jeunes des deux pays de se rencontrer et d'apprendre à se connaître davantage.« Parmi les membres de la délégation, figureront le ministre de la Culture, du Sport et du Tourisme ainsi que des représentants de la compagnie aérienne vietnamienne. L'exemption de visa pour les passeports diplomatiques est déjà en place tandis que pour les passeports ordinaires, le visa est gratuit et peut être obtenu en ligne». Il importe de rappeler que le vice-ministre de la Construction de la République socialiste du Vietnam, Nguyen Tuong Van, est arrivé, samedi matin, à l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene. Il a été accueilli, ainsi que la délégation l'accompagnant, par le Secrétaire général du ministère de l'Industrie, Khiredine Benaissa. La visite du vice -ministre de la Construction s'inscrit dans le cadre des préparatifs des travaux de la 13e session de la commission mixte algéro-vietnamienne qui ont débuté ce dimanche 16 novembre à Alger et se poursuivront jusqu'à jeudi prochain, selon un communiqué du ministère de l'Industrie. Enfin, cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts des deux pays pour la promotion de la coopération économique et industrielle. La commission mixte algéro-vietnamienne contribuera à préparer également la visite officielle imminente du Premier ministre vietnamien, Pham Minh Chinh, en Algérie.

K.M.

Colonisation, guerre d'indépendance et mémoire

Stora souligne l'importance du passé pour le futur des relations algéro-françaises

■ Par Karima Baba Aissa

Invité sur France Inter, l'historien Benjamin Stora, spécialiste reconnu de l'histoire coloniale et post-coloniale de l'Algérie, a abordé les relations franco-algériennes, qu'il qualifie de « rapports extraordinairement difficiles et complexes ». D'emblée, il a mis en garde contre le poids de l'émotion et de l'histoire, qui freinent l'établissement d'une relation d'État à État « sereine et normale ». « Les rapports entre l'Algérie et la France sont des rapports extraordinairement difficiles et complexes. Ce sont des rapports, malheureusement, où l'émotion est très présente dans le champ lexical en permanence », a-t-il expliqué. Selon lui, l'année écoulée a été marquée par des tensions sensibles : « Une année très difficile où les Algériens ont senti qu'il y a eu une campagne anti-algérienne qui a été très forte sur toute une série d'aspects. Les Français ont eu le sentiment que l'Algérie n'avancait pas sur la question des OQTF... il y a eu toute une série de débats

difficiles qui sont venus percuter les relations tranquilles et normales qu'on devrait avoir avec un grand pays comme l'Algérie ». Abordant les perspectives de « réalignement des planètes » évoquées par l'ambassadeur de France à Alger, Stora se montre prudent. Il rappelle que « les 132 ans de colonisation française ne sauraient être effacés par un seul geste, un seul discours ou un seul acte », soulignant la profondeur historique de la colonisation et de la guerre d'indépendance : « Ça a été très profond. Je pense que l'installation d'une colonie de peuplement, la guerre d'indépendance algérienne a été terrible. N'oublions pas que, et les Français ne le savent pas, il y a eu 2 millions de paysans algériens déplacés par l'armée française à l'intérieur du pays. 3 000 villages ont été détruits... Je peux multiplier les exemples que les Français ignorent comme ils ignorent d'ailleurs la conquête, la pénétration de la France en Algérie, qui a duré un demi-siècle, de massacres et ça, c'est resté gravé dans les mémoires algériennes, ça c'est très fort, c'est très important. On ne peut pas effacer cette histoire de manière instantanée,

et dans toutes les familles, en France ou en Algérie, cette histoire est inscrite ». Pour Stora, « la relation algéro-française ne peut pas être une relation comme les autres ». Il plaide pour « un énorme chantier mémoriel, qui a été interrompu et qu'il s'agira bien sûr de reprendre », tout en précisant : « ça ne se fera pas de manière instantanée, il faut avoir une patience d'orfèvre » et « il faut être extraordinairement patient. Ça fait très longtemps que je travaille sur l'Algérie contemporaine, et malgré les vicissitudes que j'ai traversées, et elles sont nombreuses, il ne faut pas perdre le fil et la patience ». L'historien a également insisté sur la manière dont l'Histoire des pays anciennement colonisés doit être abordée : « il ne faut pas être englué par le passé », mais poursuivre le chantier mémoriel déjà amorcé, « de manière encore une fois très patiente ». Selon lui, « c'est cela l'avenir des relations franco-algériennes. C'est qu'on ne peut pas passer par-dessus l'Histoire, ni l'enjamber, ni l'évacuer. Il faut la traiter et la regarder en face ». Sur le cas de la libération du détenu Sansal, Stora a précisé que « les négociations

concernant la libération de Sansal se sont faites dans la discrétion depuis très longtemps entre la France et l'Algérie » et que « la piste allemande a été évoquée il y a presque un an, et que l'Italie et le Vatican aussi ont été également évoqués ». Il a confirmé l'impact du changement de ton français : « Le changement de ton a, en effet, joué, et c'est incontestable » et que « les dernières déclarations de Laurent Nuñez sont quelque chose qui encourage ». Enfin, sur les accords de 1968 et les questions migratoires, Stora a insisté sur le pragmatisme et la projection future : « Il y a une nécessité impérieuse de ne pas rester sur les vieux débats comme les accords de 1968, etc. » et de réfléchir à la manière de « traiter ensemble des questions migratoires avec l'Algérie, qu'il a rappelé être le plus grand pays d'Afrique, disposant de plus de 1 400 km de frontières avec l'Europe et d'une très grande frontière avec le Sahel ». « Il faut regarder résolument vers l'avenir sur ces questions-là et ne pas être englué par le passé », conclut l'historien, en appelant à un équilibre entre pragmatisme et travail de mémoire.

K.B.A.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger
Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : **agence.regie@anep.com.dz**
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

Réunion du Conseil des ministres

11 circonscriptions administratives
promues en wilayas à part entière

Avec la promotion de onze nouvelles circonscriptions en wilayas à part entière, l'Algérie compte désormais 69 wilayas, renforçant ainsi la gouvernance locale et l'accès aux services publics dans les Hauts Plateaux et le Sud.



■ Par Youcef S.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur la promotion de circonscriptions administratives dans les Hauts Plateaux et le Sud en wilayas à part entière, au suivi de l'avancement des travaux de réalisation de la mine de Gara Djebilet et de la ligne ferroviaire minière Tindouf-Béchar, à la réalisation des travaux du Centre hospitalo-universitaire d'une capacité de 500 lits à Constantine et à l'acquisition d'équipements spécialisés au profit de l'Entreprise d'appui au développement du numérique (EADN), peut-on lire dans un communiqué de la Présidence de la République. Le Conseil des ministres a approuvé la promotion de onze circonscriptions administratives des Hauts Plateaux et du Sud en wilayas à part entière. Il s'agit de

: Aflou, Barika, Ksar Chellala, M'saad, Ain Oussara, Boussaâda, Labiodh Sidi Cheikh, El Kantara, Bir El-Ater, Ksar El-Boukhari et El Aricha. Le chef de l'Etat a donné des instructions pour que les procédures administratives soient immédiatement engagées auprès des deux chambres du Parlement, afin d'assurer une mise en œuvre rapide et efficace de cette décision. Concernant le développement économique, le Président de la République a ordonné le lancement de l'exploitation et du traitement local du minerai de fer extrait de la mine de Gara-Djebilet dès le premier trimestre 2026. Il a souligné l'importance d'accélérer les travaux dans toutes les composantes du projet, avec la création de nouvelles usines à Tindouf, Béchar et Naâma, et l'acheminement de la première cargaison de minerai vers le complexe Tosyali à Oran dès 2026. Dans le même registre, le Président Tebboune a demandé au ministère des Travaux publics de préparer l'inauguration de la nouvelle ligne ferroviaire minière Tindouf-Béchar en janvier 2026. En

matière de santé et de numérisation, le Conseil des ministres a adopté le projet de construction d'un hôpital universitaire à Constantine d'une capacité de 500 lits et l'acquisition d'équipements spécifiques pour soutenir le développement de la numérisation dans les institutions publiques. Par ailleurs, le Président a insisté, au cours de cette réunion, sur l'importance d'ouvrir une enquête sur les incendies ayant touché simultanément plusieurs wilayas le week-end dernier. Dans un autre chapitre, il a demandé au ministère des Finances de préparer un projet de revalorisation du salaire minimum et des allocations chômage afin d'améliorer le pouvoir d'achat des ménages. Il a en outre souligné la nécessité de renforcer la surveillance des espaces publics, tant sur le plan sécuritaire que sur celui de la propreté, et de veiller à ce que les transporteurs publics et privés respectent strictement les normes d'hygiène, en particulier à Alger et dans les wilayas à vocation touristique.

Y.S.

Avec une qualité d'exception

Deglet Nour intégrée
dans les standards mondiaux

L'Algérie a réussi à faire reconnaître les spécificités de ses dattes sur la scène internationale, selon un communiqué du ministère du Commerce Intérieur et de la Régulation du marché national. Lors de la 48^e session de la Commission du Codex Alimentarius, tenue du 10 au 14 novembre, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, l'Algérie a obtenu l'intégration des caractéristiques qualitatives de ses dattes, notamment la variété Deglet Nour, dans les normes internationales relatives aux dattes. Cette session

s'est soldée par l'adoption de la version finale de la norme du Codex Alimentarius concernant les dattes fraîches. Selon le communiqué, cette décision représente « l'aboutissement des efforts de l'Algérie pour défendre les spécificités de ses dattes et mettre en avant leurs qualités auprès des comités d'experts internationaux ». L'adoption de cette norme constitue « un acquis stratégique pour renforcer l'accès des dattes algériennes aux marchés extérieurs, soutenir leur compétitivité et consacrer la reconnaissance internationale de la qualité du produit national ». L'Algérie a élaboré

ce dossier grâce à une équipe ministérielle conjointe composée d'experts du ministère du Commerce Intérieur et de la Régulation du marché national, du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi que du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Cette équipe a fourni « des contributions techniques et scientifiques précises lors des débats, permettant d'intégrer les spécificités qualitatives des dattes algériennes, et notamment de la +Deglet Nour+, dans les normes internationales adoptées », conclut le communiqué R.N

ÉDITORIAL
l'EXPRESS

Du développement
des Territoires

■ Par Merouane Korso

Le développement local ou, plus exactement, selon la terminologie aujourd'hui consacrée, l'expansion des territoires, est devenu une des priorités des pouvoirs publics, avec cette volonté affichée et affirmée de faire parvenir les bienfaits de la modernité, de la citoyenneté et de la prospérité dans les régions les plus reculées du pays. Relier le sud au nord, et l'est à l'ouest est en fait l'un des projets des plus hautes autorités du pays, dans le cadre de la globalisation du développement des territoires : par la mise en place d'une administration efficace et accompagnant la croissance économique de niche ou régionale, une harmonisation des modes de vivre entre Education, Santé, Habitat et traditions locales et, surtout, la réalisation d'infrastructures routières, de transport et équipements nécessaires à l'économie régionale. La globalité de cette vision du développement local des territoires porte les éléments d'une croissance économique équilibrée par la naissance d'une économie régionale de nature à créer de la richesse, à la production de revenus réguliers et, au-delà, une réponse efficace au besoin de développement social, économique et culturel des territoires. C'est dans cette optique, sinon cette vision moderniste du développement local, que le président de la République, en présidant hier un Conseil des ministres consacré notamment à la promotion de circonscriptions administratives dans les Hauts Plateaux et le Sud en wilayas à part entière, a renforcé encore plus en profondeur ce besoin d'aller vers la mise en place de nouveaux territoires économiques, sociaux, d'espaces-vie et de production de biens pour les collectivités autant que pour les habitants de ces régions. Le sud du pays ou les Hauts Plateaux, à partir de ce besoin, de cette volonté également de les libérer des carcans traditionnels en matière de gestion des collectivités locales, et de leur donner les moyens d'un auto-développement équilibré et centré sur les territoires, deviendront ainsi des pôles économiques dynamiques, au même titre que les autres régions du pays, le nord en particulier. Mettre en place une politique cohérente dans le domaine des collectivités locales, gestionnaires et administratrices des niches économiques dont des secteurs névralgiques comme l'énergie, les mines, l'agriculture ou le tourisme, est une politique nationale que le président de la République veut développer davantage. Cela a commencé par l'élimination des "zones d'ombre", qui avaient négativement affecté le développement local, puis la mise en place de nouvelles wilayas déléguées pour se rapprocher davantage des citoyens et satisfaire la demande sociale en termes de structures sanitaires, éducatives ou d'équipements publics, et, enfin, la promotion pure et simple de régions du Sud et des Hauts Plateaux en wilayas à part entière. C'est, en quelque sorte, donner les moyens, qu'ils soient financiers, humains, matériels ou administratifs pour l'émergence en des délais très courts, de l'ordre de cinq à dix ans, de pôles économiques émergents, de pôles universitaires attractifs avec des effets d'entraînement sur l'amélioration du développement local, comme pour l'émergence de foyers de savoir et de sciences dans l'ensemble des territoires du pays. Dès lors, cette vision du développement des territoires devra produire des économies régionales fortes, avec des spécificités intrinsèques (énergie, mines, industrie, agriculture, start-up, etc.), des sociétés plus proches des standards internationaux, et, surtout, une aisance sociale et la prospérité autant des habitants de ces régions que des institutions locales, qu'elles soient économiques ou autres. Les territoires du Sud et les Hauts Plateaux sont des régions potentiellement porteuses de croissance économique, de progrès social et de modernité en ce qu'elles sont le creuset de gros financements pour l'exploitation et la mise en place d'un ensemble d'industries à partir des activités d'extraction minière, agricoles ou énergétiques. Les villes locales vont alors connaître un boum urbanistique, l'habitat local connaîtra sa petite révolution, les ensembles urbains du Sud et des Hauts Plateaux en tireront plus de bénéfices sur le plan social avec l'amélioration de la qualité de la vie et la disponibilité de tout ce qui fait qu'une ville vit son temps, progresse et se développe dans une cohérence sociale, économique et culturelle jamais connue jusque-là. En fait, l'émergence des nouveaux territoires, avec la naissance future des nouvelles wilayas du Sud et des Hauts Plateaux ne sera que justice par la fin de l'isolement socioéconomique de ces territoires, et, surtout, la fin des disparités régionales, un fléau à plusieurs dimensions à oublier.

M.K.

Une coopération exemplaire

Doha et Alger affirment leur volonté de renforcer les projets communs

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a reçu l'ambassadeur de l'État du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naama. Lors de cette audience, les deux responsables ont réaffirmé la solidité des relations entre les deux pays et exprimé leur volonté commune d'élargir les domaines de coopération, indique un communiqué du ministère diffusé hier. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du développement des relations bilatérales entre l'Algérie et le Qatar, notamment dans les secteurs du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. Abdelhak Saihi s'est dit « fier de la solidité des relations fraternelles et historiques » entre Alger et Doha, soulignant la nécessité d'intensifier la concertation afin d'élaborer de nouveaux axes de coopération. Le ministre a mis en avant les efforts de l'État pour garantir une protection sociale élargie, assurer la dignité des travailleurs et instaurer un équilibre durable dans les relations professionnelles. Il a également rappelé la disponibilité de l'Algérie à lancer de nouveaux projets conjoints avec le Qatar, qu'il s'agisse de formations, de rencontres techniques ou de futurs accords bilatéraux axés sur

L'Algérie et le Qatar réaffirment l'excellence de leurs relations bilatérales. Lors d'une rencontre à Alger, le ministre du Travail et l'ambassadeur qatari ont exprimé leur volonté commune d'élargir et d'approfondir une coopération déjà solide, notamment dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.



l'échange d'expertise dans l'emploi, la digitalisation et la sécurité sociale. Pour sa part, l'ambassadeur Abdulaziz Ali Al-Naama a salué « la profondeur des relations » entre les deux pays et réaffirmé la volonté du Qatar d'élargir sa coopération avec l'Algérie, qualifiée de « partenaire stratégique dans la région ». Il a mis en avant la convergence des visions entre les dirigeants des deux pays, un facteur qu'il juge déterminant pour renforcer les projets communs dans le domaine du travail, de la protection sociale et du développement des compétences humaines. Au cours des échanges, plusieurs propositions pratiques ont été discutées, dont l'organisation de visites d'experts, de workshops conjoints et la mise en place de mécanismes numériques facilitant l'échange d'informations et de compétences entre institutions spécialisées. En clôturant la rencontre, Abdelhak Saihi a réaffirmé la disponibilité de son département à œuvrer avec la partie qatarie pour concrétiser un partenariat « exemplaire et bénéfique » aux deux peuples. L'ambassadeur a, quant à lui, salué cette dynamique positive et assuré de l'engagement du Qatar à renforcer davantage la coopération avec l'Algérie, à travers des démarches concrètes à court terme, afin de consolider des relations déjà marquées par une profonde histoire commune. **Y.B.**

Sécurité et migration Nuñez veut relancer le dialogue avec l'Algérie

■ Par Aïda Mouni

Dans un entretien accordé à La Tribune, publié ce dimanche, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a exprimé sa vision de la relation franco-algérienne, se distinguant nettement de celle de son prédécesseur à l'Intérieur, Bruno Retailleau, qui avait décrit l'Algérie comme un « ennemi » de la France.

« Je crois être apprécié en Algérie », a déclaré M. Nuñez. Le ministre rappelle ses origines pieds-noirs et son expérience professionnelle en lien étroit avec l'Algérie, qu'il a rencontrée tant dans ses fonctions de directeur général de la sécurité intérieure (DGSI) que comme coordinateur du renseignement. « Ma nomination a été plutôt bien reçue », a-t-il ajouté.

Né en Algérie de parents pieds-noirs espagnols ayant quitté le pays après l'indépendance, Laurent Nuñez souligne l'efficacité de sa méthode de la « main tendue » avec Alger. « La main a été tendue et elle a été saisie », a-t-il assuré, précisant qu'il ne nourrit aucune ambition présidentielle pour 2027, en contraste avec Bruno Retailleau, qui cherche à rassembler les droites et se positionne pour la succession d'Emmanuel Macron.

Le ministre met en avant un pragmatisme centré sur la coopération sécuritaire et migratoire. « On a besoin que les Algériens reprennent leurs ressortissants en situation irrégulière et qu'ils délivrent des laissez-passer conformément aux termes de l'accord de 1994. Nous avons besoin de rouvrir les canaux de sécurité avec l'Algérie, qui est un acteur majeur dans la lutte antiterroriste », a-t-il expliqué. Selon lui, la coopération opérationnelle entre les services français (DGSI, Police nationale et Gendarmerie nationale) est actuellement interrompue. « Il n'y a aucun échange opérationnel. C'est un problème », a-t-il averti.

Pour sa visite en Algérie, Laurent Nuñez fixe pour la première fois une échéance, décembre prochain, sans préciser de date exacte. Il souligne avoir répondu favorablement à l'invitation de son homologue algérien et souhaite que le journaliste français Christophe Gleizes, dont le procès en appel est prévu le 3 décembre, « soit, lui aussi, libéré ». Le journaliste avait été condamné à sept ans de prison en Algérie.

Le ministre est également revenu sur la récente grâce accordée au romancier Boualem Sansal par le président Abdelmadjid Tebboune, le 12 novembre. Il a qualifié cette décision de « geste d'humanité et d'apaisement » et insisté sur le rôle de la volonté politique française dans la reprise du dialogue. « Ce qui a permis de renouer avec l'Algérie, c'est d'abord notre volonté affichée au sein du gouvernement de rediscuter », a-t-il déclaré, reconnaissant avoir pris des risques en adoptant cette posture, alors que « 65 % des Français sont favorables à la dénonciation de l'accord de 1968 », que Paris envisage désormais de renégocier. **A.M.**



Accusés de soutenir militairement les Forces de soutien rapide au Soudan Les Émirats arabes unis dans le collimateur

■ Par Hakim H.

Selon plusieurs sources - gouvernementales, onusiennes, médiatiques et citoyennes -, le nom des Émirats arabes unis (EAU) est intimement lié au chaos qui ensangante le Soudan depuis plus de deux ans. Abu Dhabi est accusé de fournir un soutien militaire et logistique massif aux Forces de soutien rapide (FSR), la milice dirigée par Mohamed Hamdan Daglo, dit « Hemedti ».

Des massacres à El Fasher, dans le Nord-Darfour, aux livraisons d'armes sophistiquées, les preuves s'accumulent, malgré les démentis tonitruants d'Abu Dhabi. Les images satellites des Nations unies ne laissent aucun doute : El Fasher, place forte, reprise par les FSR il y a quelques semaines, a été le théâtre de massacres innombrables. Les rapports de l'ONU parlent de « crimes de guerre » et de « possibles actes de génocide ».

Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, a qualifié ces violences de « honte pour la communauté internationale », avertissant que « les responsables sont surveillés et que la justice finira par triompher ». Les accusations portées contre les Émirats ne proviennent pas uniquement des forces armées soudanaises ou du gouvernement de Khartoum. Des ONG comme Human Rights Watch, et la presse internationale comme The Sunday Times, The Wall Street Journal, parlent d'un soutien émirati ouvert : armes, drones chinois de dernière génération, mercenaires, financement via le trafic d'or du Darfour, et même propagande. Selon des sources américaines, les agences de renseignement de Washington ont observé une « hausse notable » des livraisons d'équipements militaires des EAU vers les FSR depuis le printemps dernier. Derrière cette implication documentée, se cachent de gros intérêts économiques. Les FSR contrôlent des mines d'or au Darfour, un or qui transite souvent par les Émirats qui sont une plaque tournante du commerce mondial de ce métal précieux. « Abu Dhabi attise la guerre pour s'assurer un flux continu d'or soudanais », dénoncent les illicites. Sur les réseaux sociaux, le hashtag « BoycottUAE » a été largement relayé, en grossissant la campagne qui réclame des comptes pour le « financement d'une guerre d'extermination » à El Fasher. La crise a atteint son paroxysme lors de la dernière séance d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, convoquée après la chute d'El Fasher. Une altercation verbale a opposé l'ambassadeur soudanais à celui des Émirats. Le représentant de Khartoum a brandi des « preuves irréfutables » : photos de drones émiratis, documents sur le recrutement de mercenaires, et témoignages sur l'armement des FSR. Il a dénoncé la présence même de l'ambassadeur d'Abu Dhabi à la réunion des Nations unies, qualifiant cela de « provocation ». Au même moment, le secrétaire d'État américain a téléphoné à son homologue émirati pour exhorter Abu Dhabi à soutenir un cessez-le-feu immédiat. Un haut responsable américain a glissé, sous couvert d'anonymat : « L'exportation d'armes via une certaine nation reste problématique. » Les médias sous influence émiratie ne sont pas épargnés. Sky News Arabia, financée par Abu Dhabi, est accusée de minimiser les atrocités au Darfour. Une polémique a éclaté après un reportage montrant une journaliste de la chaîne embrassant une cheffe milicienne des FSR, liée à des appels publics au viol dans la région. Des critiques internes à la rédaction ont également eu lieu, dénonçant une couverture trompeuse. Malgré les démentis répétés d'Abu Dhabi, qui affirme n'agir que pour des efforts humanitaires, les éléments accablants s'accumulent. Ce conflit par procuration, qui a déjà fait des dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés, menace de s'enliser davantage. Washington tente de juguler l'escalade, mais la communauté internationale reste divisée. Une chose est sûre : les regards sont braqués sur les Émirats, et la pression monte pour une enquête indépendante. **H.H.**

Mohamed Kouache, expert international en sécurité routière :

« Former une génération sensibilisée aux principes de la sécurité routière »

Les accidents de la route sont une cause de mortalité en Algérie. Aucun jour ne passe sans que la Protection civile ne fasse état d'un nombre important d'accidents, de victimes et de blessés. Dans les accidents et des victimes de la route que connaît le pays, le facteur humain est incriminé en premier lieu. Le chercheur et expert international en sécurité routière, Mohamed Kouache, estime que des actions sont à entreprendre pour le renforcement de la sécurité routière et la diminution du taux d'accidentologie, et, par ricochet, des victimes.



Par Merim Ka

L'Algérie célèbre, aujourd'hui, la Journée mondiale du souvenir des victimes d'accidents de la route. Ces victimes, estime notre interlocuteur, ne sont pas uniquement des chiffres mentionnés dans les rapports de la police, de la gendarmerie ou des services de protection civile, « mais un lot de souffrances, de peines et de douleurs, d'infirmité, et de pertes matérielles ».

« Les accidents de la route sont un fléau social qui est en constante progression, et le taux d'accidentologie a évolué de manière très alarmante », regrette l'expert. Les accidents de la circulation, poursuit notre interlocuteur, ont évolué d'une « simple infraction routière à la violence routière, puis à la délinquance routière. Maintenant, nous parlons de terrorisme et d'hécatombe routiers ».

M. Kouache cite les principaux facteurs dans les accidents de la route. Il s'agit du facteur humain, de l'infrastructure, de l'état du véhicule de transport, ainsi que des conditions météorologiques. Toutefois, estime l'expert, « la res-

pensabilité du facteur humain est écrasante ». « L'imprudence et la négligence restent un facteur principal chez le conducteur, qui a le contrôle de son véhicule, gère ses capacités physiques et qui doit adapter sa conduite aux conditions météorologiques », dit l'expert.

Dans le monde du transport routier en Algérie, nos auto-écoles ne forment pas des « conducteurs professionnels » spécialisés dans le transport en commun, le transport de marchandises, le transport scolaire, etc. Pour cette catégorie, explique l'expert, la conduite professionnelle devrait inclure des formations sur la conduite défensive et préventive, nécessaire, a-t-il ajouté, pour anticiper et éviter les dangers et les accidents, en se basant sur des principes de vigilance, de respect des règles, et d'anticipation des risques.

Le chercheur et expert international en sécurité routière rappelle que les encombrements sont une des causes des accidents sur les routes. M. Kouache explique que, pensant rattraper le temps perdu, « les conducteurs ont tendance à dépasser les limitations de vitesse dès que les routes se libèrent. Ainsi, la vigilance diminue, les comportements à risque augmentent ». Des situa-

tions qui se terminent, souvent, en accidents graves, sources de pertes humaines, mais aussi de coûts financiers importants pour le pays », a-t-il déploré.

M. Kouache préconise également de renforcer les infrastructures routières ainsi que le programme d'entretien des routes et la mise à niveau de la signalisation routière. « Il existe de nombreux tronçons de routes où le nombre d'accidents de la route est élevé. Il est nécessaire d'entretenir les routes, notamment les tronçons défectueux et d'ouvrir de nouveaux axes pour éliminer les embouteillages ».

Il plaide également pour le développement des modes de transport alternatifs et publics et du transport de masse en milieu urbain pour que les gens utilisent ce mode de transport, permettant ce faisant de réduire le nombre de véhicules sur la route.

Outre les mesures coercitives, Il appelle par ailleurs au renforcement des actions de sensibilisation au niveau national en direction des différents usagers de la route d'une manière permanente. Pour lui, il est primordial de « former une génération sensibilisée aux principes de la sécurité routière ».

M. Ka

Accidents de la route 5 morts et 201 blessés en 24 heures

Cinq personnes sont décédées et 201 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Touggourt avec 3 morts, suite à une collision entre un véhicule léger et une motocyclette, précise la même source.

Encadrement religieux en milieu pénitentiaire Colloque national organisé aujourd'hui

Un Colloque national sur l'encadrement religieux dans les établissements pénitentiaires devrait avoir lieu aujourd'hui à Alger, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Justice.

L'ouverture de ce Colloque, qui se tiendra à Dar El-Imam, à Mohammadia, sous le thème « L'encadrement religieux dans les établissements pénitentiaires et les mécanismes de son développement pour atteindre la réinsertion escomptée », sera présidée par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, et le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, précise la même source.

La rencontre portera sur l'examen et l'analyse de « l'état de l'encadrement religieux ainsi que de l'enseignement en milieu pénitentiaire, en présentant des modèles et des expériences réussies de programmes d'encadrement religieux destinés à la rééducation et la réinsertion des détenus ».

Elle débouchera également sur des recommandations visant à « développer les mécanismes de l'encadrement religieux, améliorer son contenu et renforcer son efficacité dans la prise en charge des besoins des détenus, en tenant compte des spécificités de cette catégorie ».

Ces recommandations contribueront aussi à « identifier des mécanismes pour améliorer les performances et renforcer la coordination entre les deux secteurs à même de garantir l'efficacité des programmes religieux, notamment en matière de lutte contre la récidive », selon le communiqué.

Ce Colloque verra la participation de juges d'application des peines, de directeurs et de cadres des établissements pénitentiaires, ainsi que d'imams, de guides religieuses (mourchidate) et d'enseignants du Coran exerçant au sein de ces établissements.

Le ministère de la Santé s'engage à améliorer le service public

Le ministère de la Santé est déterminé à poursuivre l'amélioration du service public à travers l'ensemble du pays. Le ministre de la Santé, Mohamed Essedik Ait Messaoudène, a indiqué, samedi à Ouargla, en marge du lancement du projet d'hôpital universitaire 400 lits, au niveau de la zone des équipements publics, que son département ministériel poursuit le développement du système de santé et œuvre à lever les entraves gênant la promotion du service public dans le secteur de la santé, conformément aux orientations des hautes instances du pays, en vue de mieux répondre aux préoccupations des citoyens. Le ministère reste engagé à la poursuite du travail pour concrétiser l'équité

sanitaire et assurer des prestations modernes, efficaces et de qualité à travers l'ensemble des wilayas du pays. Le projet d'hôpital universitaire d'Ouargla couvre une superficie globale de 33,7 hectares et englobe plusieurs services, dont les urgences médicochirurgicales, les unités principales d'hospitalisation, dont les unités Mère-Enfant, celles de chirurgie et de médecine générale, ainsi que le plateau technique, les pavillons extérieurs, les structures de logistique, ainsi qu'une aile pédagogique pour la formation et la recherche, selon les données fournies. En compagnie des autorités locales, Ait Messaoudène a procédé, auparavant, à la mise en exploitation du service des brûlés au niveau de l'Etablissement public hospita-

lier EPH Mohamed-Boudiaf, au chef-lieu de la wilaya, d'une capacité de 40 lits (30 pour l'hospitalisation et 10 pour le service de réanimation). Le groupe Sonatrach a contribué, à hauteur de 200 millions DA, au financement de son équipement, a-t-on fait savoir. Le service en question compte 3 spécialistes en chirurgie réparatrice et esthétique, un en réanimation, un en chirurgie et un autre en psychologie clinique, en plus de 12 infirmiers de santé publique. Le ministre de la Santé a inspecté, par ailleurs, les travaux de réaménagement du 3e étage de l'EPH Mohamed-Boudiaf, avant de procéder au lancement du chantier de réalisation du nouveau siège de la direction de wilaya de la Santé et de la Population.

A l'occasion du 71e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération

94 781 logements distribués

Un total de 94 781 logements ont été distribués à travers les différentes wilayas du pays, à l'occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire.

Ce quota représente 65,54% du programme global de distribution établi à cette occasion, et qui s'élève à 144 601 unités, précise le communiqué, indiquant que l'opération se poursuivra jusqu'au parachèvement de la distribution des logements programmés.

Dans le cadre de cette opération qui a concerné plusieurs wilayas, la wilaya d'Adrar a enregistré la distribution de 2 603 unités, soit un taux avoisinant 100%, Béchar 2 153 unités (100 %), Djelfa 7 648 unités (près de 100 %), et Sidi Bel-Abbès 3 263 unités (96 %).

La wilaya de Mostaganem a enregistré, quant à elle, la distribution de 1 726 unités avec un taux de 63 %, Bordj Bou-Arréridj 2 180 unités (92 %), et Khenchela 2 964 unités (93 %).

A cet effet, les instances exécutives du secteur de l'habitat ont effectué des sorties sur le terrain et tenu des réunions de travail dans plusieurs wilayas, dont Béchar, Khenchela, Béjaïa, Bordj Bou-Arréridj, Laghouat, El Oued, Oum El Bouaghi, Tissemsilt, Tiaret, Mascara, M'sila, Tizi Ouzou, Djanet et Skikda, pour suivre la cadence de réalisation et lever les obstacles sur le terrain, et assurer ainsi la livraison des projets de logement dans les délais impartis, selon la même source.

ELLE ACCÉLÈRE SA MONTÉE EN GAMME

Air Algérie lance un plan de commandes jusqu'en 2036

Le PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, a confirmé que la deuxième phase du programme de renforcement de la flotte a reçu l'aval des pouvoirs publics. Cette annonce a été faite en marge de la réception du premier Airbus A330 Neo jeudi dernier à l'aéroport d'Alger. Selon Benhamouda, cette seconde phase s'inscrit dans un plan de développement à long terme, étalé de 2026 à 2036. Les nouvelles commandes d'appareils seront lancées dès 2026 et se poursuivront sur dix ans. L'objectif assumé est de transformer Air Algérie en une compagnie à dimension mondiale à l'horizon 2035, dépassant son ancrage actuel sur les réseaux africain et méditerranéen. Le PDG a déjà évoqué un programme comprenant 60 nouveaux avions prévus dans cette deuxième phase, sans dévoiler pour l'heure la nature exacte des appareils ciblés. Cependant, ses déclarations laissent entendre que la compagnie envisagerait des avions de plus grande capacité, plus adaptés à une stratégie long-courrier globale. Air Algérie a revu à la hausse sa commande initiale d'A330 Neo. Après avoir remplacé, fin 2024, les deux Airbus A350-1000 prévus dans la commande de 2023 par trois A330 Neo supplémentaires, la compagnie a encore ajouté deux nouveaux A330 Neo. La flotte comptera ainsi 10 A330 Neo commandés, qui viendront porter à 18 le nombre total d'A330 exploités par Air Algérie, un record pour une compagnie africaine. D'ici fin 2025, trois nouveaux appareils seront réceptionnés, tandis que les six derniers seront livrés en 2026. En parallèle, Air Algérie attend l'arrivée, à partir de 2027, des sept Boeing 737 MAX achetés en 2023. S'agissant du réseau intérieur, la nouvelle filiale Domestic Airlines sera renforcée par une commande de 16 ATR, dont la première livraison est prévue en juin 2026, suivie d'un rythme de deux appareils par mois. La compagnie nationale poursuit également l'élargissement de sa carte de destinations. Après les ouvertures vers N'Djamena, Rotterdam, Guangzhou, Nantes et Strasbourg, de nouvelles lignes devraient être lancées prochainement. Hamza Benhamouda a promis des « surprises » dès le début de l'année 2026, ainsi qu'au printemps et à l'été, laissant entendre de nouvelles annonces majeures concernant l'expansion internationale d'Air Algérie.

R.N

TRANSPORT TERRESTRE DE MARCHANDISES

Le Groupe Logitrans à pied d'oeuvre

Le PDG du Groupe de transport terrestre de marchandises et de logistique Logitrans, Arabet Saïd a effectué hier une visite de travail dans la wilaya de Béchar, accompagné de représentants des agences ACGS et SNTR-Transport, dans le cadre du programme national de visites d'inspection périodiques du groupe.

Par : Ines B

Cette visite s'inscrit dans le cadre des directives du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales, de l'Aménagement du territoire et des Transports, Saïd Sayoud, visant à suivre les activités de transport terrestre de marchandises et à améliorer la performance des institutions publiques du secteur.

"Le PDG de Logitrans a rencontré le wali de Béchar afin d'évoquer les moyens de développer les activités du groupe et de renforcer son rôle de soutien au secteur de la logistique et du transport terrestre. Le wali a confirmé la disponibilité des collectivités locales à apporter un soutien administratif au groupe pour la mise en œuvre de ses projets et le développement de ses opérations", a indiqué hier un communiqué publié sur la page officielle facebook du ministère de l'intérieur, des collectivités locales et des transports. La visite comprenait également des visites de terrain dans les unités AGEFAL et SNTR-Transport afin d'observer l'avancement des



activités et des services fournis, d'inspecter les ressources matérielles et humaines et d'échanger avec le personnel de terrain sur ses préoccupations. La visite s'est conclue par une réunion avec le directeur des transports de la wilaya de Béchar, en présence des autorités locales, au cours de laquelle les résultats de

la visite ont été examinés, la mise en place d'une nouvelle base logistique a été discutée et les prochaines étapes ont été identifiées pour améliorer les performances et la présence sur le terrain du complexe dans la région. Notons qu'en 2025, le groupe Logitrans a réalisé plusieurs activités importantes

en Algérie, notamment une nouvelle convention-cadre avec Sonatrach pour moderniser sa logistique, et une cérémonie d'installation de son nouveau PDG. Le groupe a également réalisé plus de 100 expéditions vers des pays voisins et prévoit un chiffre d'affaires de 10,5 milliards DA pour l'année.

AUTORITÉ DE RÉGULATION DES HYDROCARBURES

Lancement prochain de la plateforme numérique

L'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) annonce le lancement d'une nouvelle plate-forme numérique et ce dès le 11 décembre prochain. "Dans le cadre de ses efforts continus pour moderniser ses outils et améliorer la transparence et l'efficacité de ses opérations, l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) développe son infrastructure numérique en lançant une nouvelle plateforme. Cette plateforme rationalise les processus de réglementation et de surveillance au sein du secteur des hydrocarbures, marquant une étape cruciale dans la numérisation de ce secteur", indique l'ARH dans sa page officielle facebook. L'Autorité de régulation des hydrocarbures prévoit de déployer progressivement sa plateforme numérique à partir du 11 décembre 2025. Cette plateforme vise à moderniser les mécanismes de réglementation et de surveillance et à

améliorer l'efficacité opérationnelle du secteur. "Suite à la première réunion régionale pour la région Centre, le 12 novembre 2025, cette initiative se poursuivra avec des réunions régionales similaires dans les régions Ouest et Est, achevant ainsi la phase pilote du projet. Cette étape représente une phase stratégique de la transformation numérique des missions de l'Autorité de régulation des hydrocarbures et confirme son engagement ferme à mettre en place une organisation plus moderne, efficace et transparente au service du développement du secteur des hydrocarbures", précise l'ARH. En effet, la numérisation est essentielle pour l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) en Algérie pour moderniser ses pratiques, améliorer l'accès des investisseurs aux services et accélérer les procédures. En créant des plateformes numériques, l'ARH peut faci-

liter le dépôt de dossiers et l'obtention d'autorisations, ce qui simplifie les démarches administratives et soutient l'attractivité du secteur pour les investissements étrangers. La numérisation permet de passer d'un système classique à un système plus moderne et efficace, réduit les délais pour les investisseurs en leur permettant de consulter les exigences et de soumettre leurs dossiers en ligne et facilite le travail des investisseurs, notamment étrangers, et rend le secteur plus attractif. Elle accélère aussi le processus d'obtention d'autorisations, comme celles pour les stations-service, qui peuvent être délivrées en quelques jours via la plateforme numérique et offre un accès plus libre et rapide aux services publics pour les citoyens et les entreprises.

Inès B.

SIAT

Meddahi clôture la 26^e édition

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a présidé, samedi à Alger, la cérémonie de clôture de la 26^e édition du Salon international de l'artisanat (SIAT), placé sous le slogan "Artisanat algérien: patrimoine, authenticité et créativité artistique". Dans son allocution à cette occasion, la ministre a souligné "l'engagement de l'Etat à accompagner et soutenir les artisans afin de développer un artisanat productif et durable qui contribue efficacement au développement de l'économie nationale", selon l'APS. Elle a également appelé les jeunes à "créer des entreprises dans le domaine de l'artisanat et des métiers et à profiter des avantages offerts par les dispositifs de financement mis en place par l'Etat, afin de valoriser et garantir la pérennité de l'artisanat", assurant

que le ministère veille à "accompagner ces facilités et à soutenir les jeunes sur le terrain, tout en leur assurant l'accès à des programmes de formation spécialisée". Mme Meddahi a précisé que ce salon a constitué "une occasion pour mettre en valeur des métiers profondément ancrés dans le patrimoine national et une opportunité pour faire découvrir des domaines de l'artisanat comme le textile, la poterie, la broderie, la confection de bijoux, la gravure sur cuivre et bois, le cuir, les produits cosmétiques naturels et autres". Elle a également évoqué "la participation remarquable" des artisans, rappelant l'organisation de workshops et de démonstrations ayant mis en avant la diversité culturelle nationale, notamment grâce à une forte affluence du public, reflétant, a-t-elle dit, "une culture de

considération du travail artisanal et de la place qu'il occupe dans la société". Cette édition a également vu l'organisation de journées d'étude portant sur divers sujets tels que les mécanismes de financement des artisans, les moyens de protection des produits artisanaux, ainsi que les méthodes de développement de la promotion et du marketing digital, ayant permis la présentation de propositions pratiques pour la qualification des artisans, en sus de la signature d'accords reflétant "la politique de l'Etat visant à soutenir l'entrepreneuriat artisanal et à renforcer l'emploi". Au terme de la cérémonie, plusieurs artisans ont été honorés, ainsi que les lauréats du meilleur stand international et national, et le meilleur stand dédié à une start-up.

KAMEL AGSOUS, PRÉSIDENT DE LA BASTP:

Relever les standards pour bâtir une sous-traitance compétitive

« Il y a une exigence extrêmement importante en matière de standards de fabrication et la mise à niveau permettra aux entreprises, donc aux PME de sous-traitance, de fabriquer et d'être organisées au niveau des standards internationaux ».

Entretien réalisé par Inès B.

C'est avec ces propos que s'est exprimé hier le président des Bourses de Sous-traitance et de Partenariat (BSTP), Kamel Agsous, sur l'importance de la mise à niveau des PME de sous-traitance. Une déclaration faite, lors de son intervention à la radio chaîne 3, et ce à l'occasion de la tenue du Salon de la sous-traitance (ALGEST) qui ouvrira ses portes aujourd'hui au palais des expositions (Safex) à Alger. À cette occasion, le président des Bourses de Sous-traitance et de Partenariat (BSTP), Kamel Agsous, a indiqué que la mise à niveau des PME de sous-traitance va créer l'import-substitution. C'est-à-dire, réduire drastiquement l'importation et en contrepartie créer des emplois et de la richesse. Selon M Agsous, les industries manufacturières sont les secteurs porteurs sur lesquels il faut s'appuyer pour développer de façon conséquente la sous-traitance industrielle. « Avec le concours du ministère de l'Industrie, nous avons identifié les industries manufacturières, comme secteurs matures et porteurs, sur lesquels on peut s'appuyer pour développer de façon conséquente la sous-traitance industrielle », a déclaré M. Agsous, ce dimanche, lors de son passage dans l'émission « L'invité du jour » de



la Chaîne 3 de la Radio algérienne. « Les industries manufacturières comprennent la mécanique, et à l'intérieur des industries manufacturières, il y a l'automobile », explique l'intervenant. Outre les industries manufacturières, le secteur des hydrocarbures est également pourvoyeur de sous-traitance « de façon exceptionnelle », estime M. Agsous à condition « qu'il soit mobilisé normalement ». S'agissant du Salon de la sous-traitance (ALGEST), prévu du 17 au 20 novembre, M. Agsous a indiqué que cet évé-

nement, co-organisé par la Bourse de la sous-traitance et le World Trade Center Algiers, verra la participation de 130 exposants nationaux, représentant l'ensemble des secteurs de l'industrie en général et de la sous-traitance en particulier. « Il y aura l'industrie mécanique, métallique, sidérurgique, électronique, le caoutchouc et la chimie. Il y aura également les services à l'industrie qui sont extrêmement importants, qui ne sont pas suffisamment développés et qui doivent l'être pour l'avenir », a-t-il énuméré. Pour cette édition, la

10e du nom, le premier responsable de la BSTP a fait savoir qu'un pôle sera dédié spécifiquement à l'activité automobile. Il concerne non seulement la construction automobile, mais aussi la fabrication de pièces de rechange. Des rencontres B2B (Business to Business) sont également prévues lors de ce Salon en marge duquel les organisateurs ont programmé des conférences thématiques sur les problèmes d'actualité, de politique industrielle, de nouvelles technologies, à l'image de l'intelligence artificielle, l'industrie 4.0, ou encore la maintenance prédictive. Concernant la participation étrangère à l'ALGEST 2025, elle se fera par le biais de visites de délégations de plusieurs pays comme la Pologne, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Chine et la Tunisie, révèle l'invité de la Chaîne 3. « Nous souhaitons d'abord que les B2B puissent se développer, être plus nombreux et que les gens puissent se découvrir. Nous souhaitons aussi que pour le pôle automobile, les partenaires et investisseurs dans la pièce de rechange puissent être confrontés à la réalité et puissent prendre des décisions dans ce sens-là », a-t-il indiqué avant d'ajouter « Nous espérons aussi que ce salon soit l'occasion de signer un certain nombre de contrats et de conventions qui sont prévues avec différents partenaires ».

I.B.

MOURAD EL BESSEGH, EXPERT FINANCIER :

« Le PLF 2026, un pas dans la bonne direction »

Entretien réalisé par Inès B.

Dans cet entretien, l'expert financier, M El Besseghi donne son avis sur les différentes mesures prises dans le projet de loi de finances 2026 estimant que l'absence d'augmentations fiscales peut être perçue comme un signal positif pour les entreprises et les ménages.

L'EXPRESS : LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2026 EST EN DÉBAT À L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE (APN). LE TEXTE AMBITIONNE SELON CERTAINS DE « RENFORCER LA RÉSILIENCE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DE LA DIVERSIFIER, TOUT EN AMÉLIORANT LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES. ÊTES-VOUS DE CET AVIS ?

MEI Besseghi : Il est indéniable qu'un projet de loi de finances qui vise à renforcer la résilience et à diversifier l'économie Algérienne est ambitieux et traduit un pas dans la bonne direction, surtout dans un contexte où l'économie doit absorber les chocs externes (comme les fluctuations des prix des matières premières ou les vicissitudes de la géopolitique), mais également contenir les éventuelles turbulences internes grâce à la disponibilité de capacités propres pour se rétablir rapidement. Il est certain qu'une économie fortement dépendante d'un seul

secteur, comme l'industrie pétrolière, est plus vulnérable aux fluctuations des prix. Par exemple, si le pétrole représente 95 % des exportations d'un pays, une chute des prix peut gravement affecter l'économie. Cependant, la courbe budgétaire pour les trois prochaines années met en lumière une stratégie économique orientée sur la diversification et l'investissement avec un budget de 17.636 milliards de dinars et un taux de croissance de 4,1%. Pour ce faire, la voie royale qui conduit à cette tendance favorable passe obligatoirement par l'amélioration de la compétitivité des entreprises, induisant une meilleure performance économique. Evidemment, les mesures proposées doivent être bien ciblées et accompagnées d'un soutien aux secteurs clés. C'est précisément sur cet aspect que le projet de loi de finances 2026 a été accepté.

CERTAINS DÉPUTÉS ONT SALUÉ L'IMPORTANCE DE LA NON INTRODUCTION D'AUGMENTATIONS FISCALES DANS LE PROJET, QUEL COMMENTAIRE FAITES-VOUS DANS CE SENS ?

En effet, l'absence d'augmentations fiscales peut être perçue comme un signal positif pour les entreprises et les ménages, favorisant ainsi la consommation et l'investissement. Cela peut également aider à maintenir un climat économique stable. Cependant, il est important de s'assurer que cela ne compromette pas la capacité de l'État à financer ses engagements. Bien au contraire, certains impôts ont connu des baisses tel que l'IRG sur les dividendes qui est réduit à 10% au lieu de 15% ce qui va encourager l'investissement et le réinvestissement. Il y a également plusieurs autres incitations fiscales qui touchent, entre autres, les énergies renouve-

lables, l'industrie, l'agriculture, la technologie de l'information, la logistique et le transport.

QU'EN EST-IL DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES DANS LE PLF 2026, PARTICULIÈREMENT POUR CE QUI EST DU TAUX DE CROISSANCE, DE LA BAISSÉ DE L'INFLATION, ET DE LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT ?

Le taux de croissance prévisionnel de l'économie nationale, pour 2026, devrait atteindre 4,1%, avant de grimper à 4,4% en 2027, puis à 4,5% en 2028. Ce taux de croissance sera surtout observé dans le secteur agricole (5,4%) conséquence des investissements en cours notamment dans la céréaliculture et la production laitière. A l'inverse, le secteur des hydrocarbures connaîtra une stagnation suite à la baisse des exportations d'hydrocarbures et la hausse de la consommation interne. Les secteurs des services, de la construction et de l'industrie contribueront aussi à cette ascension avec des taux appréciables. La PIB devra se situer à 41.878 Milliards de dinars et clôturer en 2028 à 48.395 milliards de dinars. Exprimée en dollars, pour l'année 2026, les estimations du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Algérie sont selon le Fonds Monétaire International (FMI), le PIB de l'Algérie à prix courant serait d'environ 326 milliards USD, très proche de ce que le Projet de loi de finances pour 2026, annonce soit 324 milliards USD. L'inflation devrait être contenue à 2,9% après avoir connu des pics au cours des trois dernières années atteignant 8%/ an en 2023. Pour soutenir et préserver le pouvoir d'achat, en matière de dépenses de transferts, le PLF 2026 prévoit un montant de 2.812 milliards DA, couvrant principalement les subventions aux établissements publics

et organismes sous tutelle, les transferts aux personnes 2.284 milliards DA, dont 420 milliards DA pour l'allocation-chômage, 424 milliards DA aux retraites et assimilées, alors que le montant global des subventions aux produits de large consommation comme les céréales, le lait, l'eau dessalée, l'énergie, le sucre, l'huile et le café avoisine 657 milliards DA. L'économie algérienne en 2026 semble se diversifier avec un accent particulier sur l'agriculture et les services, tandis que le secteur des hydrocarbures fait face à des défis. Cette dynamique pourrait contribuer à une croissance équilibrée et durable.

LE PROJET DE LOI A ÉTÉ ÉLABORÉ SUR LA BASE D'UN PRIX FISCAL DE RÉFÉRENCE DU BARIL DE PÉTROLE BRUT FIXÉ À 60 DOLLARS ET D'UN PRIX DU MARCHÉ DU BARIL DE PÉTROLE À 70 DOLLARS, EST-CE UNE BONNE DÉCISION ?

En 2025, le FMI a prédit une baisse du prix moyen sur l'année de 13 % pour se situer à 79,16 \$ suivie d'une autre baisse de 5,7% en 2026 ramenant le prix moyen annuel à 68,18 \$. La Banque mondiale affiche un pessimisme accru, avec un prix moyen annuel pour 2026 de 61 \$. Ainsi, fixer un prix fiscal de référence à 60 dollars alors que le prix du marché est supérieur à 70 dollars peut être considéré comme une démarche prudente, car cela offre une marge de manœuvre budgétaire. Toute différence excédentaire est versée dans un fonds de régulation des recettes qui devra amortir les chocs. Cependant, il est essentiel de surveiller les fluctuations des prix du pétrole et ajuster les prévisions budgétaires en conséquence pour éviter des tensions budgétaires.

I.B.

MASCARA

Restauration de la mosquée «El Moubayaa» et de la «Zemala» de l'Emir Abdelkader

Les deux projets, inscrits dans le programme du ministère de la Culture et des Arts visant à protéger le patrimoine culturel matériel, sont supervisés par deux entreprises spécialisées dans la restauration des monuments historiques.

Les projets de restauration et de réhabilitation de la mosquée « El Moubayaa » et de la « Zemala » de l'Emir Abdelkader dans la wilaya de Mascara seront achevés et réceptionnés d'ici la fin du mois de novembre en cours, a indiqué le directeur de la culture et des arts de la wilaya, Abdelghani Rezigui. Dans une déclaration à l'APS M. Rezigui a souligné que le premier projet, portant sur la restauration de la mosquée « El Moubayaa », située au centre-ville de Mascara, où s'est déroulée la seconde allégeance à l'Emir Abdelkader le 4 février 1833, est actuellement à la phase des dernières retouches, les travaux de réhabilitation et de restauration ayant atteint 98 % d'avancement. L'opération comprend la réhabilitation du dôme, du minaret et des murs de cette mosquée historique, ainsi que la restauration de plusieurs parties endommagées à l'intérieur et à l'extérieur de l'édifice. Le projet prévoit également la restitution de l'aspect architectural originel de cette ancienne mosquée, en plus de la réfection des aménagements extérieurs et du réseau d'évacuation des



eaux, a-t-il ajouté. Concernant le projet de rénovation du site historique de la « Zemala » de l'Emir Abdelkader (la capitale mobile de l'Emir), situé dans la commune de Sidi Kada, les travaux sont entrés dans leur phase finale. Ils portent notamment sur la restauration du mur d'enceinte, la réhabilitation de l'ancien hammam du site (reconstruction du revêtement, consolidation des murs et restauration du dôme), ainsi que les aménagements exté-

rieurs et la réfection du système d'évacuation des eaux. Les oliviers historiques présents à l'intérieur du site font également l'objet d'un traitement spécifique, en collaboration avec des experts issus d'instituts techniques relevant du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Les deux projets, inscrits dans le programme du ministère de la Culture et des Arts visant à protéger le patrimoine culturel matériel, sont supervi-

sés par deux entreprises spécialisées dans la restauration des monuments historiques, a-t-on encore souligné. Il convient de rappeler que la mosquée « El Moubayaa », anciennement appelée « Sidi Hassan », est située dans le quartier Aïn El Beïda au centre de Mascara. Edifiée par Mohamed Ben El Hadj Hassaïne Ben Sari Et-Tlemçani en 1190 de l'Hégire, elle fut le point de départ de « l'Armée des Talebs » pour la libération d'Oran de l'occupation espagnole en 1792. C'est également dans cette mosquée qu'eut lieu, le 4 février 1833, la seconde allégeance à l'Emir Abdelkader, pour conduire la résistance nationale contre l'armée coloniale française. Quant à la « Zemala » de l'Emir Abdelkader, considérée comme la capitale itinérante érigée par le fondateur de l'Etat algérien moderne en 1841, après la prise de Mascara par l'armée coloniale française, elle comprend un ancien mur d'enceinte, une bibliothèque, un hammam, ainsi que 80 oliviers plantés à l'époque de l'Emir.

SIDI BEL-ABBÈS

PLUSIEURS PROJETS LANCÉS À MOULAY SLISSEN

Plusieurs projets de développement sont actuellement en cours de réalisation dans les communes de la daïra de Moulay Slissen, notamment dans les secteurs de l'habitat, de l'éducation, de la santé et des infrastructures de base, en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants, ont indiqué, hier, les services de la wilaya. Selon la même source, ces projets ont fait l'objet d'une visite d'inspection effectuée lundi par le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, dans le cadre du suivi de terrain de l'avancement des programmes de développement à travers la wilaya. Les projets visités concernent notamment la réalisation de 42 lots sociaux à Aouï-

nat, dont les travaux sont achevés, ainsi que la construction de 60 logements publics locatifs à Moulay Slissen. Le wali s'est également enquis de la construction de deux nouveaux sièges d'APC à Hassiba et Aïn Tendamine, ainsi que des travaux d'aménagement des voiries urbaines et de la réalisation d'une demi-pension au niveau du CEM Feddane Benayad dans la commune d'El Hassiba. Au cours de cette tournée, le wali a inspecté plusieurs établissements scolaires et structures de santé, donnant des instructions visant à améliorer les conditions de scolarisation et la qualité des prestations sanitaires. Il a, par ailleurs, insisté sur la nécessité

de respecter les délais de réalisation et d'accélérer le rythme des travaux, soulignant que ces visites de terrain permettent d'évaluer concrètement l'état du développement local et de répondre aux préoccupations des citoyens. En marge de cette visite, Hadji a rencontré les habitants de plusieurs communes et villages de la daïra, à qui il a prêté une oreille attentive quant à leurs préoccupations liées à l'habitat, à l'aménagement urbain et aux services publics. Il a réaffirmé, à cette occasion, l'engagement des autorités locales à poursuivre les efforts de développement et à œuvrer pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

TRAITEMENT DU PIED DIABÉTIQUE

150 cas traités à l'unité spécialisée de Tlemcen

L'unité spécialisée dans le traitement du pied diabétique, relevant du service des urgences médico-chirurgicales du Centre hospitalo-universitaire (CHU) « Tidjani Damerddji » de Tlemcen, a pris en charge environ 150 cas de patients diabétiques depuis son ouverture fin novembre dernier, selon les responsables de l'unité. La cheffe de l'unité, la docteure Thabet Naoual, a indiqué à l'APS que ce service a accueilli, depuis le début de son activité, des dizaines de patients âgés de 40 à 70 ans, provenant de différentes wilayas du pays, souffrant de complications graves du pied diabétique. Ils ont été orientés par des médecins spécialistes en médecine interne afin de recevoir le traitement adéquat et réduire les risques d'amputation. Elle a ajouté que l'unité fournit aux patients les soins nécessaires selon un protocole médical comprenant analyses et examens approfondis, en plus de la prescription d'antibiotiques et de pommades médicales. Des opérations de nettoyage en profondeur du pied sont également effectuées presque quotidiennement, ce qui contribue à éviter les complications les plus graves. Elle a révélé que, parmi l'ensemble des cas enregistrés, seuls trois ont nécessité une amputation. Dans le même contexte, l'infirmier spécialisé dans le traitement du pied diabétique, Fethi Boukhari, a souligné que l'équipe médicale traite quotidiennement des cas de gravité variable et leur administre les soins selon les quatre étapes prévues par le protocole médical : de l'utilisation des pommades et du nettoyage en profondeur jusqu'à l'usage progressif des antibiotiques, afin de sauver les patients et d'éviter l'amputation. Il a également indiqué qu'il veille à orienter les patients dans le choix des chaussures médicales appropriées et à suivre leur respect des rendez-vous de soins pour garantir l'efficacité du traitement. Pour sa part, la psychologue Benyatou Hedhayat a affirmé que la prise en charge psychologique constitue un élément essentiel dans le traitement des patients souffrant du pied diabétique. Elle a souligné que l'équipe médicale travaille de manière complémentaire afin d'apporter le soutien psychologique nécessaire et de sensibiliser les patients à l'importance du régime alimentaire et du respect du traitement. Elle a ajouté que certains cas nécessitent des séances psychologiques intensives pour les aider à accepter leur état de santé et à s'adapter au traitement.

AÏN-TEMOUCHENT

UNE ÉTUDE POUR L'EXTENSION DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE TAMAZOURA

Le secteur de l'industrie à Aïn-Témouchent, a entamé l'élaboration d'une étude portant sur l'extension de la zone industrielle de Tamazoura sur une superficie supplémentaire de 226 hectares, a-t-on appris du directeur de wilaya du secteur, Hebbaz Kouadri. Cette étude vise à créer une nouvelle assiette foncière à même de répondre à la demande d'investissement enregistrée, notamment pour les projets industriels nécessitant de vastes superficies, a-t-il indiqué, précisant qu'une enveloppe financière de 80 millions DA a été allouée pour la réalisation de cette étude, dont le suivi est assuré

par le secteur des travaux publics. Le projet d'extension de la zone industrielle de Tamazoura revêt une importance particulière pour attirer de nouveaux projets économiques, compte tenu de la position stratégique de cette zone, située non loin de la zone industrielle de Tafrâoui (Oran), ce qui, a fait savoir le même responsable, « devra contribuer à la création d'un pôle industriel d'excellence à proximité du port d'Oran ». La zone industrielle de Tamazoura s'étend actuellement sur 205 hectares, avec un taux d'aménagement de 98%. Les travaux relatifs au réseau routier, ainsi qu'au rac-

cordement à l'électricité, au gaz, à l'eau potable, à l'assainissement et à l'évacuation des eaux pluviales sont achevés, a souligné M. Kouadri, précisant qu'elle a été également raccordée à la fibre optique. La même zone industrielle compte 102 projets d'investissement agréés, dont 16 sont déjà entrés en exploitation dans diverses activités industrielles, générant 1.178 emplois. Les travaux de cinq autres projets sont terminés et leur mise en service est imminente, ce qui permettra la création de 394 postes supplémentaires, selon le même responsable.

Pour savoir si la thyroïde fonctionne bien, il est essentiel de surveiller certains signes comme l'apparition d'un nodule au niveau du cou, des douleurs, une gêne persistante, une fatigue intense ou encore une variation de poids inexplicable sans changement des habitudes alimentaires. Ces symptômes peuvent indiquer un dysfonctionnement thyroïdien et justifier une consultation médicale.

La glande thyroïde, située à la base du cou, joue un rôle central dans la régulation du métabolisme et des fonctions vitales. Elle est sous le contrôle de l'hypophyse, une petite glande située à la base du crâne, qui régule son activité via la TSH (thyroïdostimuline ou thyrotropine). Pour évaluer le bon fonctionnement de la thyroïde, le dosage sanguin de la TSH est généralement le premier examen prescrit. Si ce test révèle une anomalie, des investigations supplémentaires peuvent être réalisées, notamment le dosage des hormones thyroïdiennes (T3 et T4) et une échographie de la glande. Lorsqu'un cancer s'y développe, il peut progresser sans douleur ni signe évident, rendant le diagnostic difficile sans vigilance. Selon les experts, certains signes physiques discrets doivent impérativement alerter, même s'ils ne paraissent pas graves à première vue. Parmi les signes qui doivent interpeller, une boule dans le cou, sans douleur mais persistante. Souvent découvert par hasard, un nodule thyroïdien peut être le premier signe visible. Il ne provoque généralement ni douleur ni gêne immédiate, mais doit toujours être évalué médicalement. Les experts évoquent aussi une voix qui change sans explication. En effet, un enrouement durable, une voix plus rauque ou une gêne persistante à la parole peuvent signaler une atteinte du nerf laryngé, comprimé par une tumeur. Ce symptôme est d'autant plus important qu'il peut survenir sans boule palpable dans le cou. Autre symptôme, des diffi-



cultés à respirer ou à avaler. Ainsi, une oppression dans la gorge, surtout en position allongée, ou une gêne pour avaler peuvent indiquer qu'une masse commence à compresser l'œsophage ou la trachée. Ces signes sont parfois attribués à tort au stress ou à des troubles digestifs bénins. Cependant, d'autres signes ne doivent pas être négligés, peuvent pourtant évoquer une atteinte thyroïdienne tels qu'une fatigue anormale et durable, une gêne respiratoire en dormant, une augmentation des ganglions dans le cou, parfois visibles ou simplement palpables. Les experts rappellent que la majorité

des nodules sont bénins. Et même lorsqu'un cancer est confirmé, les chances de guérison sont très élevées, avec un taux de survie nette à 5 ans de 92 % chez les hommes et de 98 % chez les femmes. Cela dépend toutefois du stade du cancer d'où l'importance de le découvrir à temps, ou de consulter en cas d'apparition d'un de ces signes. Il faut savoir que le traitement repose généralement sur une ablation chirurgicale de la thyroïde, suivie d'un traitement par iode radioactif. Une fois la glande retirée, une substitution hormonale à vie est nécessaire.

A.B

CANCER DE LA THYROÏDE

Des signes à ne pas négliger

CHOLÉRA

La pire épidémie d'Afrique depuis 25 ans

L'Afrique est confrontée à « la pire épidémie de choléra depuis 25 ans », avec une flambée particulièrement marquée au Burundi et en Angola, a alerté jeudi le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC). Selon les données de l'agence sanitaire continentale, plus de 300 000 cas de choléra ont été enregistrés depuis le début de l'année, contre environ 254 000 l'an dernier. Plus de 7 000 décès ont également été recensés. Lors d'une conférence de presse en ligne, le directeur général de l'Africa CDC, Jean Kaseya, a souligné que le choléra demeure un « enjeu majeur » pour le continent. Il a indiqué que, depuis 2022, le nombre de cas, de décès et de pays touchés augmente chaque année. « Nous devons pleinement mettre en œuvre le plan de riposte contre le choléra lancé en Zambie pour enrayer cette progression », a-t-il déclaré. Ce plan, dévoilé à Lusaka en août, s'étend de septembre 2025 à février 2026 et couvre la surveillance, la prise en charge, la mobilisation communautaire, la logistique et la vaccination. La poussée actuelle représente une hausse de plus de 30 % par rapport aux cas enregistrés l'an dernier. L'Angola et le Burundi sont particulièrement touchés ces dernières semaines, une situation attribuée à la fragilité des infrastructures hydrauliques. Jean Kaseya a rappelé qu'en l'absence d'eau potable, il devient très difficile d'endiguer la maladie. L'Africa CDC travaille ainsi avec les gouvernements pour améliorer l'accès à l'eau et renforcer la réponse sanitaire. En République démocratique du Congo, la situation demeure préoccupante en raison du conflit et des déplacements de populations, même si une légère baisse des cas a été observée cette semaine. Le choléra, infection bactérienne transmise par l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés, touche actuellement 23 pays africains. L'Afrique fait face à sa pire épidémie de choléra en 25 ans

JAPON : Des robots "intelligents"

Des machines humanoïdes faisant la vaisselle et la lessive? C'est ce que développe l'entreprise tokyoïte Enactic, illustrant le nouveau Graal technologique: introduire l'intelligence artificielle (IA) dans le monde matériel sous forme de robots, voitures autonomes et autres gadgets. Après l'IA générative, "la prochaine vague, c'est l'IA matérielle (+physical AI+ en anglais): une IA qui comprend les lois de la physique, peut évoluer parmi nous" et saisi "comment percevoir le monde", lançait l'an dernier Jensen Huang, patron du géant des puces Nvidia. Les mastodontes de la tech y investissent des sommes colossales et, selon des prévisions de la banque Morgan Stanley, le monde pourrait compter plus d'un milliard de robots humanoïdes d'ici 2050. L'engouement est renforcé par des vidéos montrant des androïdes avancés, souvent fabriqués en Chine, dansant ou tirant des objets lourds avec aisance. Au-delà de la promesse de majordomes robotiques dignes de la science-fiction, cette perspective suscite des inquiétudes concernant l'emploi, la vie privée et le délai avant que ces robots ne deviennent réellement utiles. Hiro Yamamoto,

directeur général et cofondateur de 24 ans du japonais Enactic, assure qu'on en est proche. Alors que ses dispositifs d'entraînement à l'IA matérielle - des bras humanoïdes baptisés OpenArm - sont utilisés par Nvidia et des universités prestigieuses comme Stanford, Enactic prévoit de déployer ses robots dès l'été prochain. Ces derniers, encore en développement, devront "côtoyer des humains dans des environnements chaotiques aux conditions changeantes" comme les maisons de retraite, et seront dotés d'"une enveloppe extérieure souple" pour ne blesser personne", explique M. Yamamoto. Des machines agiles fabriquées par des firmes américaines, comme les robots-chiens quadrupèdes de Boston Dynamics, ont déjà fait sensation. Mais l'appui de Pékin et des chaînes d'approvisionnement locales solides permettent aux groupes chinois, dont Unitree et EngineAI, d'avancer rapidement. "Je n'ai pas vraiment réfléchi au nombre de robots que nous vendrons chaque année dans dix ans, mais je pense que ce sera plus que de voitures", assurait récemment à la presse le fondateur de XPeng, He Xiaopeng. Les robots IRON de XPeng marchent et dansent de

manière autonome... mais leur capacité à manipuler des objets, exploit beaucoup plus complexe, n'est pas largement démontrée. Leurs doigts agiles et leur peau flexible ne devraient pas remplacer les ouvriers des usines chinoises de sitôt, reconnaît M. He. Le prix d'une main robotique, qu'il faudrait remplacer chaque mois en cas de travaux intensifs, couvrirait le salaire d'un ouvrier sur plusieurs années. Si les outils d'IA générative comme ChatGPT sont entraînés sur des milliards de mots, les modèles d'IA matérielle doivent apprivoiser des éléments plus complexes: vision et relations spatiales entre les objets. Piloter à distance des robots pour leur apprendre à faire des gestes simples comme attraper une tasse "est de loin le moyen le plus fiable de collecter des données", explique M. Yamamoto. Environ 50 démonstrations de chaque tâche sont nécessaires: pour ces tests, les bras humanoïdes d'Enactic sont pilotés à distance par un opérateur équipé d'un casque de réalité virtuelle. L'entreprise a approché des dizaines d'établissements de soins au Japon, pour que ses robots télé-opérés y prennent en charge les tâches ingrates, afin que les soi-

gnants se consacrent aux résidents âgés: cette expérience sur le terrain est censée entraîner ses modèles pour que les robots agissent ultérieurement de manière autonome. La start-up américano-norvégienne 1X adopte une approche similaire avec son assistant humanoïde NEO, dont elle prévoit l'arrivée dans les foyers américains dès l'année prochaine. NEO coûte 20.000 dollars, mais ses performances restent hésitantes, une vidéo montrant le robot peinant à fermer la porte d'un lave-vaisselle, même en mode téléopéré. Le géant japonais de l'investissement SoftBank a, lui, récemment racheté pour 5,4 milliards de dollars la division robotique de l'helvético-suédois ABB, qualifiant l'IA matérielle de "prochaine frontière". Pour l'heure, il subsiste un "large fossé" entre les systèmes d'IA des robots et leurs capacités physiques, tempère Sara Adela Abad Guaman, professeure-assistante en robotique à l'University College de Londres. "La nature montre que pour s'adapter à un environnement, il faut avoir le corps adéquat", explique-t-elle. "Au final, notre sens du toucher reste incomparable."

RDC

Un accord-cadre paraphé avec le M23

Les deux parties au conflit avaient déjà signé, en juillet à Doha, un accord de cessez-le-feu ainsi qu'un précédent cadre, à la suite d'un accord de paix conclu fin juin à Washington entre la République démocratique du Congo et le Rwanda.

La République démocratique du Congo et le groupe M23 ont signé, ce samedi à Doha, un nouveau cadre de travail en faveur de la paix, dans le cadre des efforts visant à parvenir à une fin durable des combats qui ont ravagé l'est du Congo. L'accord, intitulé "Cadre de Doha pour un accord de paix global entre la République démocratique du Congo et le groupe M23", a été signé lors d'une cérémonie en présence de responsables des deux parties, ainsi que de représentants des États-Unis et du Qatar. Le principal négociateur qatari, Mohammed Al-Khulaifi, ministre d'État aux Affaires étrangères, a qualifié cette avancée "d'accomplissement historique", ajoutant que les efforts se poursuivent pour instaurer la paix sur le terrain grâce à la mise en place de mécanismes de mise en œuvre appropriés. Les deux parties avaient déjà signé, en juillet à Doha, un accord de cessez-le-feu ainsi qu'un précédent cadre, à la suite d'un accord de paix conclu fin juin à Washington entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. « Ceci fera suite à une Déclaration des principes signée le 19 juillet 2025 et pas vraiment appliquée à ce jour. La réalité est que l'on est toujours dans la réaffirmation des principes; et non encore dans les négoc-



ciations directes et les concessions réciproques pour la paix durable », a précisé auprès de l'agence Anadolu le député honoraire congolais et expert Juvenal Munubo. Le document comprend huit chapitres consacrés aux causes profondes du conflit, qui devront être négociés avant la conclusion d'un accord de paix formel. Depuis plusieurs mois, Doha, Washington et l'Union africaine tentent de favoriser un dialogue direct entre les belligérants, dans un contexte

marqué par la prise des villes de Goma en janvier et de Bukavu en février par le M23. L'accord-cadre de Doha prévoit que les deux parties réaffirment un cessez-le-feu permanent et confirment leur engagement à libérer les prisonniers, conformément aux engagements déjà pris en septembre et octobre 2025. Dans les deux semaines suivant la signature, plusieurs protocoles devront être finalisés, notamment sur l'accès humanitaire, les arrangements sécuritaires,

le désarmement-démobilisation-réinsertion (DDR), le retour des déplacés, la restauration de l'autorité de l'État, la relance économique et la justice transitionnelle. Le texte insiste sur la nécessité de traiter les causes profondes des violences persistantes, dont la discrimination, la fragmentation communautaire et la gouvernance locale. Il met également en avant l'unité nationale et la construction d'un cadre inclusif pour une paix durable.

BURKINA FASO

02 candidatures pour la présidentielle

La Cour constitutionnelle béninoise a publié dans la soirée du jeudi 13 novembre 2025, la liste définitive des candidats retenus pour l'élection présidentielle d'avril prochain. Deux tickets présidentiels ont été définitivement validés par les sept sages. Le premier duo est composé de Romuald Wadagni, dauphin du président Patrice Talon et actuel ministre de l'Economie et des Finances, ainsi que Mariam Chabi Talata, présentement vice-présidente du Bénin. Ils vont défendre les couleurs de la coa-

lition au pouvoir face au ticket du parti Forces Cauris pour un Bénin Emergent considéré comme de l'opposition modéré. Ce duo est formé de Paul Hounkpè, le président de la formation et de Judicael Hounwanou. La Cour Constitutionnelle n'a fait que confirmer la liste préalablement retenue par la Commission Électorale Nationale Autonome (Céna). La Cour a rejeté les recours formés par le parti Les Démocrates de l'ancien président Boni Yayi qui n'aura finalement pas de candidat pour cette élection prési-

dentielle. Dans une décision rendue le 23 octobre 2025, la commission électorale béninoise a invalidé le dossier de candidature du principal parti d'opposition pour défaut de parrainage. Selon la Céna, la formation n'a présenté que 27 parrainages valides au lieu des 28 exigés par le code électoral. Au départ, cinq dossiers de candidatures ont été déposés mais à l'arrivée, deux sont autorisés à participer à la prochaine présidentielle qui doit se tenir le 12 avril 2026 au Bénin.

NUCLÉAIRE

Mise en garde de l'Iran

Le représentant de l'Iran auprès des organisations internationales à Vienne, Reza Najafi, a mis en garde contre le dépôt d'un nouveau projet de résolution contre l'Iran au Conseil des gouverneurs de l'AIEA, estimant qu'il s'agit d'une "démarche illégale" entreprise par les États-Unis et la tróika européenne, qui "ne changera rien à la situation actuelle concernant la mise en œuvre des garanties en Iran". L'agence de presse internationale Tasnim a rapporté les propos de Reza Najafi en réponse aux questions de journalistes concernant le dépôt d'un nouveau projet de résolution par les États-Unis et les trois pays européens au Conseil des gouverneurs. « les États-Unis et ces pays continuent d'exploiter les mécanismes internationaux pour imposer leurs positions illogiques et arrogantes au peuple iranien, et cherchent, en tirant parti de leur supériorité numérique au sein du Conseil des gouverneurs, à imposer par Vienne ce qu'ils n'ont pas réussi à obtenir à New York », a-t-il déclaré. Najafi a souligné que obliger le directeur général à présenter des rapports fondés sur des résolutions du Conseil de sécurité expirées "n'est pas seulement une démarche illégale et injustifiée, mais ajoute davantage de complexité à la situation actuelle et porte un nouveau coup à la diplomatie". Le responsable iranien a insisté sur le fait que cette nouvelle démarche ne changera rien à la situation actuelle concernant la mise en œuvre des garanties en Iran. Il a affirmé que cette situation résulte de l'attaque criminelle perpétrée contre l'Iran par les États-Unis et le régime sioniste, ainsi que de la complicité des trois pays européens et de leur politique d'apaisement. Il a appelé l'ensemble des États membres du Conseil des gouverneurs à rejeter les politiques unilatérales et destructrices menées par les États-Unis et les trois pays européens dans le dossier nucléaire iranien, réaffirmant le droit de l'Iran à répondre de manière appropriée à toute action illégale ou injustifiée de leur part.

BÉNIN

Le mandat présidentiel porté à 07 ans

Les députés béninois ont adopté samedi une révision de la Constitution qui allonge à sept ans le mandat du chef de l'Etat, à compter de la prochaine présidentielle en avril, et qui crée un Sénat, ont annoncé des sources parlementaires. La limite du nombre de mandats présidentiels reste fixée à deux. L'actuel chef de l'Etat Patrice Talon passe d'ailleurs la main en avril prochain après dix ans au pouvoir. Son successeur, le ministre des Finances Romuald Wadagni est favori du scrutin présidentiel, en l'absence du principal parti d'opposition dont le candidat a été exclu faute de parrainages suffisants. La révision constitutionnelle portée par la majorité au pouvoir, a été adoptée par une large majorité de députés (90 voix pour, 19 contre). La durée du mandat présidentiel passe de cinq à sept ans et le Sénat sera composé d'au moins 25 parlementaires, certains désignés par le chef de l'Etat et d'autres membres de droit comme les anciens présidents par exemple.

Défense et sécurité frontalières

L'UE augmente ses dépenses

L'Union européenne prévoit d'augmenter ses dépenses en défense et sécurité aux frontières l'an prochain, malgré une légère baisse de son budget global. Selon des négociateurs du Parlement européen et des États membres, un montant de 190 milliards d'euros (soit 220 milliards de dollars) pourrait être alloué au budget 2026. L'enveloppe prévue pour

la défense et la sécurité augmentera légèrement, de près de 200 millions d'euros, pour atteindre 2,8 milliards d'euros. Environ 230 millions d'euros supplémentaires, soit un peu plus de 5 milliards d'euros au total, seront consacrés à la migration et à la gestion des frontières. L'accord doit encore être officiellement approuvé par les États membres de

l'Union européenne et le Parlement européen. Il repose sur une proposition de la Commission européenne, qui avait présenté début juin un budget de 193,26 milliards d'euros pour l'année prochaine. Les autorités de Bruxelles ont indiqué que ces fonds serviraient également à soutenir l'Ukraine et à renforcer la compétitivité de l'Europe.

ALGÉRIE A'

Second test décisif au Caire

L'équipe nationale A' dispute, ce lundi au Caire, son deuxième match amical face à l'Égypte dans le cadre de sa préparation pour la Coupe arabe FIFA Qatar 2025. Initialement programmée à 17h00, la rencontre a été avancée à 15h00 (heure algérienne), comme annoncé la FAF.

Par Marouane A.

Ce second rendez-vous intervient trois jours seulement après la première manche, remportée par les Pharaons (3-2). Un revers riche en enseignements pour Madjid Bougherra, qui espère voir ses joueurs corriger les erreurs constatées vendredi et afficher une progression dans le jeu à l'approche du tournoi arabe. Lors du premier duel au stade international du Caire, les Verts avaient pourtant signé une entame encourageante. Adil Boulbina ouvrait la marque à la 31^e minute, avant que les Egyptiens n'égalent sur un but contre son camp d'Imad-Eddine Azzi (40^e). Au retour des vestiaires, Nassim L'Ghoul redonnait l'avantage aux Algériens (66^e), bien servi par Redouane Berkane. Mais le dernier quart d'heure, plus difficile physiquement, a permis aux locaux de renverser la situation grâce à Rajab Nabil (81^e) puis Houssam Hassan (89^e). Ce scénario nourrit les attentes autour du second affrontement, qui doit permettre à la sélection algérienne d'afficher davantage de solidité et de régularité.

DES FORAITS EN CASCADE, BOUGHERRA RÉAJUSTE

Le stage en Egypte a été marqué par plusieurs défections. Le latéral gauche Naoufel Khacef, blessé, a dû déclarer forfait pour le second match. Pour le remplacer, le staff a fait appel au Constantinois Houari Baouche, qui a rejoint le groupe samedi. Autre absence de taille : Abdelkader



Bedrane. Le défenseur a été autorisé à quitter le rassemblement afin de poursuivre ses soins en club, après concertation entre le staff médical et la direction technique. Ces absences obligent Bougherra à remodeler son onze et à intégrer de nouveaux éléments, avec l'objectif de tester des solutions supplémentaires avant de dresser la liste définitive des joueurs retenus pour la Coupe arabe.

DERNIERS RÉGLAGES AVANT LA COUPE ARABE FIFA 2025

Ce deuxième test constitue une étape importante dans la préparation des Verts, tenants du titre arabe et déjà qualifiés pour la phase finale qui se déroulera au Qatar du 1^{er} au 18 décembre. L'Algérie évoluera dans le groupe D en compagnie de l'Irak, ainsi que des vain-

queurs des barrages Bahreïn-Djibouti et Liban-Soudan. De son côté, l'Égypte est versée dans le groupe C avec la Jordanie, les Emirats arabes unis et le vainqueur du duel Koweït-Mauritanie. Les deux premiers de chaque groupe accéderont aux quarts de finale. A un mois de la compétition, cette nouvelle confrontation face aux Pharaons revêt donc une importance particulière. Elle permettra au sélectionneur national de peaufiner ses choix, d'évaluer les dernières options et d'arrêter définitivement les joueurs qui composeront la sélection pour défendre le titre arabe au Qatar. Un rendez-vous à forte valeur technique et stratégique, que les Verts espèrent aborder avec davantage de maîtrise que lors du premier acte.

Marouane A.

KARATÉ / CHAMPIONNATS DU MONDE 2025 Préparation des athlètes algériens

La sélection algérienne de karaté effectue un stage de préparation au Centre de préparation des équipes nationales de Fouka (Tipasa), en prévision des Championnats du monde individuels seniors 2025 (Kumité et Kata), qui se tiendront du 27 au 30 novembre en Egypte, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de karaté-do (FAK). "Le stage verra l'arrivée progressive des athlètes qualifiés dans les disciplines du kata et du kumite, jusqu'à la constitution définitive de l'effectif de l'équipe, dans le cadre du programme préparatoire tracé pour cette importante compétition mondiale", a précisé la même source. Ce stage se poursuivra jusqu'à la date du départ de la délégation nationale pour Le Caire, dans le but d'assurer la meilleure préparation physique et technique avant d'entrer dans la compétition mondiale. La sélection algérienne de karaté sera représentée par 11 karatékas au rendez-vous mon-

dial du Caire. Les karatékas Cylia Ouikene (-50 kg), Louiza Abouriche (- 55 kg), Khadidja Ghe-lam (- 61 kg), Karima Mekkaoui (- 68 kg) et Chaima Oudira (+68 kg) seront présents aux épreuves de kumité dames. Les messieurs seront représentés par Ayoub Anis Helassa (- 67 kg), Oussama Zaid (-75 kg), Falleh Midoune (-84 kg) et Hocine Daikhi (+84 kg). Aux épreuves de kata, l'Algérie est représentée par Narimene Dahleb et Youcef Ziad. Les Championnats du monde individuels représentent le sommet du karaté international, réunissant les 32 meilleurs compétiteurs du monde de chaque catégorie. Parmi les pays en tête de liste, l'Égypte, l'Australie, l'Italie et le Japon aligneront chacun une délégation complète de 12 athlètes, toutes catégories confondues. L'Algérie suit de près avec 11 compétiteurs qualifiés, tandis que la France et l'Iran présenteront cha-cun 10 athlètes.

CLASSEMENT MILLEURES CLUBS AFRICAINS 2025 04 CLUBS ALGÉRIENS BIEN COTÉS

Quatre équipes algériennes de Ligue 1 Mobilis de football, figurent dans le Top 20 des meilleurs clubs africains 2025, selon le classement dévoilé par la Fédération internationale de football (IFFHS). Le double champion d'Algérie en titre, le MC Alger arrive en tête du classement des quatre équipes algériennes, en occupant la 12^e place africaine avec 97.5 points, devançant son rival de toujours l'USM Alger (détentrice de la Coupe d'Algérie) qui pointe à la 13^e place avec 93 points. Le CR Belouizdad, finaliste malheureux de la Coupe d'Algérie, et troisième du championnat de Ligue 1 Mobilis de la défunte saison, est logé à la 14^e place avec 92 points. Quant au quatrième club algérien figurant dans le Top 20 des meilleures équipes africaines 2025, le CS Constantine, demi-finaliste de la Coupe de la Confédération, il est positionné à 15^e place avec un total de 78 points. Le trio de tête africain du classement de l'IFFHS, est composé de deux clubs égyptiens, le Pyramids FC (235,5 pts) et Al Ahly SC (190.5 pts), ainsi que les Tunisiens de l'ES Tunis où évoluent les internationaux algériens, Mohamed Amine Tougai et Youcef Belaili.

SUPER-COUPÉ D'ALGÉRIE 2025 (DAMES) LA JSK DÉCROCHE LE TROPHÉE

La JS Kabylie a remporté la Super Coupe d'Algérie féminine de football 2025 (seniors), en battant le CF Akbou 1-0 (mi-temps : 0-0), samedi au stade Mustapha-Tchaker de Blida. L'unique but de la rencontre a été inscrit par la remplaçante Nadia Iouanoughen (79') pour la JSK. Dirigée sur le banc par l'ancienne internationale, Naïma Laouadi, la JSK s'offre le deuxième trophée de son histoire, après le sacre en finale de la 24^e édition de la Coupe d'Algérie féminine de football 2025 (seniors), face au même adversaire, le CF Akbou 3-1, disputée le 1^{er} mai dernier au stade Mustapha-Tchaker. La Super Coupe d'Algérie oppose chaque année le champion d'Algérie au vainqueur de la Coupe d'Algérie. En championnat d'Algérie de division seniors-dames de football, la JSK occupe actuellement la cinquième position avec 9 points et un match en moins, tandis que le CF Akbou est logé à la deuxième place avec 12 points et un match en retard, à l'issue de la cinquième journée. Pour rappel, la Supercoupe d'Algérie de football 2025 messieurs opposant le MC Alger (champion) à l'USM Alger (détentrice de la coupe), aura lieu samedi 17 janvier 2026.

VOLLEY-BALL / NATIONALE 1 (MESSIEURS ET DAMES) Début de saison le 22 novembre

La Fédération algérienne de volley-ball (FAVB) a dévoilé samedi, les calendriers des Championnats nationaux, Nationale 1 (messieurs et dames), dont le coup d'envoi est prévu le 22 novembre 2025, ainsi que les groupes composant les deux compétitions. Pour la saison 2025-2026, la Nationale 1 messieurs gardera la même formule de compétition avec 20 clubs répartis en deux poules de dix, Centre-Est et Centre-Ouest, et dont la première journée se déroulera samedi 22 novembre, selon le calendrier publié par la FAVB. Même formule chez les dames, avec une compétition qui regroupera 16 clubs répartis en deux poules de huit, et dont la première journée se disputera vendredi 28 novembre.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BADMINTON : Salim Mazri nouveau président

Salim Mazri a été élu à la tête de la Fédération algérienne de badminton (FABA), pour le reste du mandat olympique 2025-2028, lors de l'assemblée générale électorale (AGE), tenue au Centre de préparation de l'élite sportive de Souidania (Alger). Membre du bureau exécutif, Mazri a été élu en obtenant 17 voix des membres présents à l'AG ayant le droit de vote (10 clubs, 8 membres de l'ex-bureau fédéral et neuf ligues), alors que son concurrent, Smail Gaci, a obtenu 13 voix. "Je tiens à exprimer mes sincères remerciements et ma profonde reconnaissance pour la confiance que vous m'avez témoignée en m'élisant président de la FABA. C'est un devoir qui m'oblige à consacrer tous mes efforts et toute ma sincérité au développement de ce sport dans notre cher pays.", a déclaré Mazri aux membres de l'AG à l'issue de son élection à la tête de la FABA. Le programme du nouveau président de la FABA repose sur le "travail d'équipe, l'élargissement de la participation et le développement des performances techniques et professionnelles de nos joueurs afin de leur permettre d'atteindre les podiums continentaux et internationaux." "Notre objectif est de faire rayonner le badminton algérien sur toutes les scènes et en faire un véritable sport national. Je m'engage à tout mettre en œuvre, en collaboration avec les nouveaux membres du comité exécutif et tous nos partenaires, pour la mise en œuvre de ce programme.", a-t-il dit.

Italie
Gattuso revient sur ses déclarations

Face au tollé, il préfère "ne plus en parler". Gennaro Gattuso a provoqué l'ire de plusieurs continents de foot suite à sa critique des qualifications à la Coupe du monde 2026. Un système, selon lui, trop relevé pour les équipes européennes en comparaison à celles d'Afrique ou d'Amérique du sud. "Je ne veux plus en parler parce que, après, l'attaché de presse, qui me marque à la culotte, me dit qu'en Amérique du sud ils me massacrent, ils disent que je suis une pleureuse", a lâché le sélectionneur italien, agacé en conférence de presse samedi. Ça suffit, je ne veux plus parler de ça, j'ai dit ce que je pense. (...) De toute façon, on vit dans un monde où on ne peut plus rien dire, laissons tomber. En Afrique aussi, ils ne sont pas contents? Oui, je sais, je ne peux plus me rendre nulle part!" Les déclarations de Gattuso avaient largement trouvé écho aux quatre coins du globe. Le sélectionneur de l'Italie avait déclaré qu'il trouvait "injuste qu'en Amérique du sud, six équipes se qualifient directement et que la septième puisse passer par les barrages, alors qu'ici (en Euro-

pe), c'est extrêmement serré".

DES AFFIRMATIONS
ERRONÉES

"En 1990 et 1994, il y avait deux équipes africaines, maintenant il y en a huit (neuf en réalité, ndlr)... Ce n'est pas une polémique, mais à notre époque, le meilleur deuxième se qualifiait directement pour la Coupe du monde", avait aussi affirmé l'ancien milieu de l'AC Milan, convaincu que les difficultés rencontrées par l'Italie en qualifications s'expliquent en partie par le nouveau modèle de qualification. En réalité, il y a plus de pays européens qualifiés en 2026 que lors des éditions 90 et 94. Et dans ce nouveau format à 48 équipes (contre 32 pour les éditions précédentes), la zone Europe peut envoyer 16 représentants, contre 13, lors de la Coupe du monde 2022. Déjà privée des éditions 2018 et 2022, l'Italie de Gennaro Gattuso devra encore très probablement en passer par des barrages pour espérer rejoindre le Mondial 2026. La première place de son groupe étant promise à la Norvège.

MATCH AMICAL

LE SÉNÉGAL BATTU PAR LA SELEÇÃO

Un an après leur victoire historique contre la Seleção, les Lions de la Teranga n'ont pas réédité l'exploit. Opposé au Brésil en amical à Londres, le Sénégal s'est logiquement incliné, freinant ainsi sa dynamique à un mois de la CAN 2025. Les coéquipiers de Sadio Mané avaient pourtant bien débuté. Illi-man Ndiaye puis Ismaïla Sarr ont rapidement mis Ederson sous pression, sans toutefois concrétiser. Mais la réaction brésilienne a été immédiate : Matheus Cunha a trouvé le poteau puis la barre, tandis que Vinicius butait sur Édouard Mendy. Sous la poussée adverse, la défense sénégalaise finit par céder.

Estêvão ouvre le score d'une belle frappe enroulée (28e), avant que Casemiro ne double la mise sur un coup franc mal défendu (36e). Malgré quelques tentatives de Gana Gueye, Pape Gueye et Sarr en fin de première période, les Lions ont peiné à exister face à la maîtrise technique brésilienne. Dès le retour des vestiaires, ils ont failli être relancés par une grosse erreur d'Ederson, mais Ndiaye n'a trouvé que le poteau (51e). Dominé et moins inspiré que lors de ses sorties précédentes, le Sénégal devra se ressaisir lors de ses prochains matchs de préparation avant de rejoindre la CAN.

MONDIAL U17 : Dépôt de plainte de la FFF après la «bagarre»

Des joueurs de l'équipe de France U17 ont été impliqués dans une bagarre générale avec des joueurs de l'équipe de Colombie à la fin du 16e de finale de Coupe du monde, remporté par La scène est filmée de loin mais permet d'y voir clair. A la fin du match France-Colombie comptant pour les 16es de finale de la Coupe du monde U17 (victoire 2-0 de l'équipe de France), on distingue un joueur français qui parvient à échapper à deux joueurs colombiens. Il s'agit du point de départ d'une bagarre générale qui impliquera des joueurs des deux équipes. Dans le même temps, ailleurs sur le terrain, un membre du staff tricolore est mis au sol est frappé par des joueurs adverses. Deux joueurs colombiens ont ainsi été exclus, l'un dans le temps additionnel de la seconde période, l'autre alors que le match était déjà terminé. La Fédération française de football a quant à elle

porté plainte devant la Fifa au lendemain de cette bagarre impressionnante à Doha. La Fédération française n'a pas précisé la nature de sa plainte et la Fédération internationale, organisatrice de la compétition, n'a pas fait de commentaire sur les incidents.



BILBAO

Match Gala émotionnel pour la Palestine

Après d'autres défaites en Malaisie et en Algérie, en octobre dernier, c'était ce soir sa première rencontre dans l'un des pays du Vieux continent, l'Espagne, qui a reconnu l'État de Palestine dans le sillage du 7-October et de la guerre dans la bande de Gaza. Le public basque a réservé un accueil extraordinaire à son adversaire du soir. Une manifestation a eu lieu en ville à Bilbao, en amont, pour soutenir la cause du peuple palestinien. Et ce n'était que le début, puisque la Catalogne attend l'équipe mardi.

«ON VOIT LE MONDE ENTIER SE LEVER AVEC NOUS»

Jointe par Nicolas Feldmann, de RFI, la porte-parole de la Fédération de Palestine de football, Dima Saïd, voit dans le match chez les Basques, et dans celui de mardi contre les non moins fiers Catalans, plus que du sport. «Pour nous, c'est bien plus que du football. C'est un message de sympathie et d'empathie avec le peuple palestinien. C'est un message fort qui montre que nous sommes tous unis par le football pour la paix», confie-t-elle. Alors que la sélection palestinienne essuie régulièrement des complications logistiques pour pouvoir participer à ses rencontres, «nous méritons de vivre en tant que nation et de représenter la Palestine», plaide Dima Saïd. La porte-

parole espère que cela permettra «d'être reconnus, d'être vus et entendus». «On voit le monde entier se lever avec nous contre ce génocide, précise-t-elle. C'est quelque chose de magnifique à voir.» Cela fait six ans que les Palestiniens n'ont pas disputé de rencontre à domicile et pour cause : les joueurs de l'équipe sont en exil, comme l'explique Raphael Le Magoarié, chercheur en géopolitique, au micro du journaliste Julien Francisco. Certains jouent très loin, au Chili, en Islande, aux États-Unis. En revanche, plusieurs centaines de joueurs, entraîneurs ou arbitres sont morts ces deux dernières années. Ils sont plus de 350, selon la fédération, rien que pour le foot. Et pour accueillir ceux qui restent, il fallait un acte politique. «Le Pays basque espagnol a toujours eu un engagement historique très fort envers les peuples en lutte, que ce soit les Kurdes mais aussi les Palestiniens. Le peuple basque s'identifie grandement au sort des Palestiniens, notamment à Gaza.» Sportivement, le score final est assez logique pour une sélection basque composée majoritairement de joueurs évoluant en première division espagnole. Mais les deux équipes ont montré qu'elles partageaient la même quête d'indépendance. Les joueurs ont célébré côte à côte, se tenant par les épaules, devant plus de 50 000 spectateurs. Tous les bénéfices seront reversés à des projets humanitaires et sociaux en Palestine.

AU PAYS BASQUE ESPAGNOL, «UN ENGAGEMENT HISTORIQUE»

«Je sais qu'il y en a au Qatar, dit-il. Il y en a également aux Emirats arabes unis, notamment à Charjah, dans la ville voisine de Dubaï. À Gaza, l'ensemble des infrastructures ont été rasées, forcément, et de nombreux joueurs des clubs des alentours de Gaza ont été tués. C'est une hécatombe.» Contrairement à leur coach, la plupart des joueurs sélectionnés n'ont même jamais mis les pieds dans l'enclave de Gaza.

LES MOTS CROISÉS

LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Une façon de valoriser nos ordures ménagères. II. Elles prolifèrent sur les bords des mers pollués. III. Fîmes un choix. Mention sur le bulletin. IV. Jolie fleur. Allongea. V. Avec un bon environnement et une bonne alimentation, elle ne peut qu'être bonne. Place de marché. VI. Une direction sur la rose des vents. Un réacteur français en Provence, qui étudie la fusion nucléaire. 3ème personne. VII. Becquerel, en abrégé. Grande école. VIII. Biologiques. IX. Outil tranchant. Il a percé les mystères de Paris. X. Infinitif. Plaçons.

VERTICALEMENT

1. Phénomène économique, pas toujours compatible avec l'environnement. 2. Pirogue à balancier. Un bien collectif précieux, désormais protégé par la loi. 3. Début de journée. Diplôme. 4. Des matières qui mettent des siècles à se biodégrader. 5. Produits pas très bio. Conjonction. Musique du Maghreb. 6. Transpiration. Bouleverse. 7. Mettre à l'épreuve. 8. Bat le roi. L'Italie sur le web. Une société qui vend du pétrole, mais pour encore combien de temps ? 9. Une alternative durable à la voiture. Nombre premier. 10. Produits en masse par notre société de consommation, il faut s'efforcer de les réduire.

12345678910

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est :
Hermione Granger

ALPES
ANGES
ANTIBES
BAIE
CAGNES
CANNES
CARLTON
CHIC
CLIMAT
CROISSETTE

ESTEREL
FESTIVAL
GOLFEJUAN
GRASSE
HIVER
ISOLA
LABOCCA
LERINS
MAJESTIC
MALMAISON

MANDELIEU
MARTINEZ
MENTON
MERCANTOUR
MOUGINS
NICE
NUIT
PLAGE
PROVENCE
RIVIERA

SAINTEMARGUERITE
SAINTHONORAT
SIAGNE
TINEE
VALLAURIS
VENT
VESUBIE
VILLAS

E	M	L	A	B	O	C	C	A	N	N	E	S	S	A	R	G	L
T	A	C	L	I	M	A	T	N	O	S	I	A	M	L	A	M	P
T	R	N	A	U	J	E	F	L	O	G	V	I	L	L	A	S	L
E	T	I	R	E	U	G	R	A	M	E	T	N	I	A	S	A	A
S	I	P	R	O	V	E	N	C	E	E	S	T	E	R	E	L	G
I	N	B	P	I	N	S	I	B	A	C	I	H	C	A	B	E	E
O	E	S	U	O	V	T	N	L	A	N	M	O	U	G	I	N	S
R	Z	E	T	S	S	I	O	I	E	I	T	N	U	I	T	G	S
C	L	N	E	E	E	S	E	R	D	E	O	E	M	N	A	E	E
E	E	G	J	H	I	V	E	R	D	E	N	R	U	C	A	I	P
M	N	A	F	E	S	T	I	V	A	L	L	A	U	R	I	S	L
A	M	C	A	R	L	T	O	N	V	E	N	T	M	O	R	N	A

ANGLO-NORMANDE	ÎLE DE CHARENTE	VOLAILLE	ÎLE DE VENDEE	BRAVA	PAYS MAGIQUE
FACE À QUIBERON	COMBATTRENT		GÉNÉRAL SUDISTE		VOISINE D'OLÉRON
				ÎLE DU MORBIHAN	
				SIÈGE	
ARTÈRE		SANS PARTI			MÂCHOIRES DE FER
SCÈNE		RISQUES			
				POLICE SECRÈTE	
				INTERJECTION	JEUNE
FOURRURE			VOISINE DE HOËDIC		
CHARO-GNARD			SALLE OBSCURE		
		GRAND PAYS			
		DOULEUR			
ÎLE LA PLUS À L'OUEST DU CONTINENT	EMPLOYER	PROCHE NIVEAU DE VIE		PERCHE ÉLECTRIQUE	ALTERNATIVE GROS TITRES
				PERSONNEL	MÉPRISANT
EXPLOSIF			ÎLES DE LA MÉDITERRANÉE		
GUITARE INDIENNE			ASSEMBLER		USÉE
			ÎLE DU FINISTÈRE		
			ORDINATEUR		
RIEUX ÎLE DE RÉ AU CONTINENT	PAYS HIMALAYEN			PIÈCE DE CHARRUE	
	VENTILE			BAIE	
			DONNE LETON		ABSORBÉ

SUDOKO

8			6	2	1			4
	5				8	6		
				3				
5		7					6	
	8	3				4	9	
	4					2		3
				1				
		2	9				3	
1			4	6	5			7

SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS

E	X	A		S	U	C	O	L	B
R		S	R	E		N	A		
I	A	T	A	C	E		B	O	
	E	E	L	E	S	C			
P		T	E		N	I	B	E	
S	A	R	A		E	F	L		
S	R		A	R	A	I	N	I	F
D	E	N	I		E	T	E	F	
I		E	T	A	I	R	A	I	R
L		M		B		A		D	

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

6	3	9	8	5	1	2	7	4
8	1	7	4	9	2	6	3	5
4	5	2	3	7	6	8	9	1
1	9	3	5	8	4	7	2	6
2	8	9	7	1	3	5	4	6
7	4	7	5	2	6	1	9	3
3	2	8	1	4	5	9	6	7
9	1	7	6	3	8	4	5	2
5	4	6	9	2	7	3	1	8
S	E	X	I	R	A	S	A	I
A	R	A	P	A	V	T	N	X
O	U	O	S	A	V	A	R	X
N		L	M		O	A	R	V
E		A	I	R	H	S	S	S
	E	L	B	M	S	S	A	V
A	L		I	T	N	E	I	H
S		U	N		S	N	U	H
	E	C	N	A	U	R	P	S
A	H	C	A	P	R	E	O	M
S	W	A	H	S	K	I	C	R
9	8	7	6	5	4	3	2	1

POLITIQUES CULTURELLES EN AFRIQUE

À Timimoun, un débat sur la souveraineté des récits cinématographiques africains

À partir du 20 novembre, la salle bruxelloise consacre un mois de projections aux films produits par la Palestine Film Unit, dont une large partie avait été saisie lors du siège de Beyrouth en 1982. Entre archives retrouvées, travaux de restauration et contributions internationales, la programmation met en lumière un patrimoine longtemps fragmenté et essentiel à l'histoire du cinéma politique palestinien.

■ Par : Samy Terki

Région de sédiments millénaires et de circulations culturelles anciennes, l'Afrique demeure un territoire d'inspiration majeur pour le cinéma mondial. Mais ce patrimoine, souvent raconté à travers des productions financées depuis l'étranger, relance la question de l'autonomie des récits et de la structuration interne des industries locales. C'est autour de ces enjeux qu'a été organisée la table ronde « Politiques du cinéma en Afrique », vendredi, dans la salle Malek-Bennabi de Timimoun, lors de la première édition du Festival international du court métrage (TISFF). Réunissant responsables institutionnels et cinéastes venus de plusieurs régions du continent, la rencontre a interrogé le rôle des politiques publiques, les mécanismes de financement et les perspectives d'une coopération interafricaine destinée à soutenir un cinéma capable de porter ses propres voix. Le directeur du Centre algérien de développement du cinéma (CADC), Zineddine Arkab, a mis en avant la volonté politique d'Alger de réinstaller une dynamique industrielle. Il a rappelé la réactivation du fonds d'aide, l'élargissement des missions du CADC et le développement d'initiatives de formation, à l'image de l'atelier de courts métrages organisé en marge du festival. Selon lui, l'entrée en vigueur, en 2026, des textes d'application de la loi 24-07 doit permettre « une montée en puissance tangible de la production nationale », en dotant le secteur d'outils plus lisibles et mieux adaptés aux réalités du marché. Invité d'honneur du festival, Germain Coly, directeur de la cinématographie et de la coopération internationale au ministère de la Culture du Sénégal, a retracé les étapes de la politique culturelle de son pays depuis l'indépendance. Il a rappelé l'effort initial de création d'infrastructures, puis les ajustements



opérés au fil des réformes pour accompagner la décentralisation et la modernisation du secteur. Le ministère est aujourd'hui structuré autour de directions spécialisées, dont l'une consacrée au cinéma, signe d'une « volonté durable d'accompagnement ». Abordant le Fonds de promotion de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (FOPICA), actuellement en réforme, il a insisté sur la nécessité de diversifier les ressources, d'ouvrir davantage aux capitaux privés et de renforcer les coopérations sud-sud, notamment à travers des projets de coproduction avec l'Algérie.

« SORTIR DE L'IMAGE DE L'AUTRE »

Le cinéaste congolais Balufu Bakupa Kanyinda, engagé dans la reconstruction d'une politique cinématographique au sein du centre culturel et artistique des pays d'Afrique centrale, a rappelé l'histoire mouvementée du cinéma congolais. Évoquant son propre par-

cours, il a souligné l'urgence pour les créateurs africains de « retrouver leur capacité à se raconter » et de s'affranchir de représentations imposées. Il a plaidé pour la constitution d'un nouvel axe cinématographique reliant Alger, Dakar et Kinshasa, susceptible de consolider les échanges et de structurer un marché continental encore fragmenté. Directeur du Centre national tunisien du cinéma et de l'image, Chaker Chihi a présenté l'expérience de la Tunisie, marquée par une longue tradition d'organisation culturelle et par des dispositifs de soutien inscrits dans la durée.

Il a rappelé le rôle structurant des Journées cinématographiques de Carthage (JCC) et l'importance des mécanismes d'aide qui ont permis au pays de maintenir une présence stable sur la scène internationale, en accompagnant la production et la diffusion d'œuvres recon-

Samy Terki

FESTIVAL DE TIMIMOUN

Sofiane Zermani : « Tout commence par l'écriture »

Rencontré à l'issue d'un master class sur les liens entre écriture et mise en scène, organisé lors du premier Festival international du court métrage de Timimoun (TISFF), le rappeur et acteur Sofiane Zermani, dit Fianso, revient, dans un entretien accordé à El Moudjahid, sur sa participation au jury « fiction » et sur l'importance symbolique d'un événement cinématographique installé au cœur du désert algérien. Interrogé sur les raisons qui l'ont conduit à accepter l'invitation du festival, l'artiste explique avoir envisagé la question « à l'envers ». « Il n'y avait rien qui aurait pu me démotiver », précise-t-il, évoquant à la fois la découverte du Sud algérien et le caractère panafricain de cette première édition. Il souligne la dimension fédératrice d'un rendez-vous qui réunit, dans un même espace, des créateurs venus de régions confrontées aux mêmes étendues sahariennes. « C'est une belle manière de rassembler autour de la culture », ajoute-t-il, rappelant qu'il perçoit cette invitation comme un honneur, d'autant qu'elle émane de l'Algérie. Habitué des grands plateaux de tournage, Sofiane Zermani situe la singularité du TISFF dans son implantation même. Le désert, dit-il, abolit les frontières que les États ont tracées. « Les hommes ont posé des frontières, alors que le désert, lui, n'en a pas », souligne-t-il. Il voit dans ce territoire partagé un lieu de circulation et de rencontres, qui permet à l'Algérie d'accueillir des artistes venus du continent « de manière modeste et humble ». « En tant qu'Algérien, j'ai un peu l'impression d'accueillir chez moi des artistes venus des quatre coins de l'Afrique », confie-t-il. L'entretien revient également sur la manière dont ce festival peut contribuer à réinstaller, dans le discours culturel algérien, la dimension africaine du pays, souvent éclipsée par les références amazighe, méditerranéenne ou arabe. Pour Sofiane Zermani, l'événement s'inscrit dans une continuité historique. « Après l'indépendance, nos yeux ont toujours été tournés davantage vers le Sud que vers le Nord », rappelle-t-il. Le TISFF lui apparaît comme un repère dans cet élan, un moyen de « renforcer et faire perdurer » cette orientation. Sa master class, intitulée « Du verbe ciselé à la production cinématographique », lui a permis de développer la cohérence qu'il perçoit entre ses pratiques artistiques. Il affirme que l'écriture, qu'elle soit musicale ou destinée au cinéma, constitue le point de départ de tout travail créatif. « Coller des mots, y mettre son style, faire passer un message, créer des images, construire un imaginaire... Tout commence par l'écriture », insiste-t-il. Il y voit « la genèse de tout », l'élément qui relie ses différentes ambitions artistiques, du rap à la mise en scène.

Samy T.

Bouchareb expose l'ombre nucléaire de la colonisation française

La première édition du Festival international du court métrage de Timimoun (TISFF) s'est ouverte, vendredi, avec la projection hors compétition de Boomerang Atomic, le nouveau film de Rachid Bouchareb. Présenté après son avant-première mondiale à Venise, ce court métrage de 21 minutes a été longuement applaudi par un public nombreux réuni dans la salle Malek-Bennabi. Le cinéaste franco-algérien, dont l'œuvre interroge régulièrement les zones aveugles de l'histoire coloniale, revient ici sur les conséquences des essais nucléaires menés par la France dans le Sahara algérien au début des années 1960. Son film recompose, à partir d'archives télévisées et militaires, l'explosion de Gerboise bleue, première bombe atomique française, testée le 13 février 1960 à Reggane, dans la

wilaya d'Adrar. Suivant une progression chronologique, le film rappelle également les explosions successives des foyers dénommés gerboise blanche, rouge et verte, dont les retombées continuent d'affecter les habitants de la région. Boomerang Atomic mobilise un vaste ensemble d'images d'époque, tournées lors des opérations, pour restituer l'atmosphère d'euphorie scientifique et de justification politique qui entourait le programme nucléaire français. On y voit des responsables de l'époque, comme le général Charles de Gaulle ou Pierre Messmer, commenter publiquement ces essais au nom de la recherche et du progrès. Le montage, resserré, fait contraster ces déclarations avec les témoignages de scientifiques et chercheurs contemporains qui en évaluent aujourd'hui la gravi-

té sanitaire et environnementale : malformations, contamination durable des sols et de la faune, fragilisation des écosystèmes du sud-ouest algérien. Plus de six décennies après les faits, Bouchareb inscrit ces images dans un présent qui porte encore les marques de cette histoire. Le film s'achève sur des plans de Reggane, où la radioactivité persistante demeure un sujet sensible, rarement évoqué dans l'espace public. Fidèle à son engagement en faveur des mémoires occultées, le réalisateur rappelle également l'existence d'autres essais, menés cette fois en souterrain à In Ekker, dans la région de Tamanrasset, notamment celui du 1^{er} mai 1962, resté peu documenté. À travers ce court métrage, il rouvre un débat qui, en Algérie comme en France, peine encore à trouver un espace politique structuré,

celui de la reconnaissance des effets durables du programme nucléaire colonial. Boomerang Atomic marque par ailleurs une étape dans un projet plus vaste. Le cinéaste prépare un long-métrage de fiction consacré aux mêmes événements, dont ce court film constitue une forme de prélude. L'annonce a été accueillie avec intérêt par les professionnels présents à Timimoun, pour qui ce travail s'inscrit dans une continuité artistique et historique importante. Avec cette œuvre dense et rigoureuse, Rachid Bouchareb confirme, depuis le désert algérien, la place singulière qu'il occupe dans le cinéma contemporain, celle d'un auteur qui interroge les récits manquant et restitue, images à l'appui, les zones les plus silencieuses de l'histoire.

S.T.

16

Alger

16°

Ouargla

21°

Oran

18°

Constantine

12°

05:46	12:31	15:25	17:49	19:11
-------	-------	-------	-------	-------

Salim Mazri élu à la tête de la Fédération algérienne de badminton

Salim Mazri a été élu à la tête de la Fédération algérienne de badminton (FABa), pour le reste du mandat olympique 2025-2028, lors de l'assemblée générale électorale (AGE), tenue au Centre de préparation de l'élite sportive de Soudania (Alger). Membre du bureau exécutif, Mazri a été élu en obtenant 17 voix des membres présents à l'AG ayant le droit de vote (10 clubs, 8 membres de l'ex-bureau fédéral et neuf ligues), alors que son concurrent, Smail Gaci, a obtenu 13 voix. «Je tiens à exprimer mes sincères remerciements et ma profonde reconnaissance pour la confiance que vous m'avez témoignée en m'élisant président de la FABa. C'est un devoir qui m'oblige à consacrer tous mes efforts et toute ma sincérité au développement de ce sport dans notre cher pays», a déclaré Mazri aux membres de l'AG à l'issue de son élection à la tête de la FABa. Le programme du nouveau président de la FABa repose sur le «travail d'équipe, l'élargissement de la participation et le développement des performances techniques et professionnelles de nos joueurs afin de leur permettre d'atteindre les podiums continentaux et internationaux.» «Notre objectif est de faire rayonner le badminton algérien sur toutes les scènes et d'en faire un véritable sport national. Je m'engage à tout mettre en œuvre, en collaboration avec les nouveaux membres du comité exécutif et tous nos partenaires, pour la mise en œuvre de ce programme.», a-t-il dit. Élu le 21 décembre 2024 pour le mandat olympique 2025-2028, le président sortant Khier Barkat avait démissionné.

Un atelier pour aider les demandeurs d'emploi à Béjaïa

L'antenne d'emploi de Béjaïa a organisé jeudi dernier à El-Kseur un atelier destiné aux demandeurs d'emploi. Plusieurs sujets ont été abordés dans cet atelier, notamment les services et applications numériques conçus pour simplifier diverses démarches administratives. Il a été question des outils permettant les inscriptions en ligne, du renouvellement des demandes d'emploi, de la consultation des offres disponibles, ainsi que de la possibilité de postuler directement via internet. D'autres services numériques liés aux allocations chômage ont été également exposés, suivis d'explications et de conseils prodigués par un conseiller spécialisé. Cette rencontre témoigne des efforts déployés pour moderniser l'accompagnement des demandeurs d'emploi et pour assurer une meilleure accessibilité aux dispositifs numériques du secteur.

Pluies orageuses aujourd'hui sur plusieurs wilayas du pays

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses avec des rafales de vent, affecteront, aujourd'hui, plusieurs wilayas du pays, indique hier un bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance «orange», le BMS concerne les wilayas de Mostaganem, Chlef, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mascara, Saida, Relizane, Tiaret, Tissemsilt, Médéa, Bouira, Tizi Ouzou, le nord de Naâma et le nord d'El Bayadh, et ce, aujourd'hui de 06 h 00 à 18 h 00, avec des quantités de pluies estimées entre 20 et 40 mm, précise la même source.

COP30 : des milliers de manifestants et d'indigènes marchent pour le climat

Des milliers de manifestants ont battu le pavé à Belém pour «faire pression» sur les négociateurs de la COP30. Des représentants des communautés indigènes en tenue traditionnelle se sont joints à la marche et appellent à prendre des mesures pour notamment protéger l'Amazonie. Les militants fustigent les énergies fossiles et les activistes

du mouvement Fridays for Future réclament une plus grande représentation des jeunes dans les négociations. C'est la première fois en trois ans que des manifestants ont été autorisés à manifester à l'extérieur des négociations de l'ONU sur le climat. Les négociations de Belém sont marquées par l'absence de la Chine et des États-Unis.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D' INFORMATION /Lundi 17 Novembre 2025//N° 1206// PRIX 20DA

Alors qu'Israël viole chaque jour l'accord de cessez-le-feu

Quel nouveau plan pour Gaza ?

Israël et les États-Unis préparent des plans alternatifs pour Gaza, au cas où l'échec du plan de paix proposé par Donald Trump aboutit à une impasse, comme le prévoient plusieurs observateurs.



C'est Jared Kushner, gendre de Trump, qui travaille sur ce « plan B » face aux positions fermes du Hamas liées notamment au désarmement de la résistance palestinienne. Le chef d'état-major israélien confirme que l'armée élabore aussi un plan de secours si les efforts diplomatiques échouent. La guerre génocidaire menée ces deux dernières années contre Gaza n'a pas suffi à éliminer le Hamas, poussant ainsi les responsables à reconsidérer leurs positions sur la question et à envisager d'autres dispositifs. Que fait actuellement l'entité d'occupation pour soi-disant fragiliser la résistance ? Elle renforce ses liens avec des groupes palestiniens opposés au Hamas et accorde plus de pouvoir aux milices lo-

cales collaborant avec elle dans Gaza, notamment pour superviser les opérations de reconstruction, en absence d'une force internationale en place. Dans ce même contexte, l'Union européenne envisage de contribuer au rétablissement de la paix à Gaza en formant 3 000 policiers palestiniens, dans le cadre d'un projet plus large visant à professionnaliser les forces de police locales, qui comptent 13 000 membres. Cette proposition sera examinée par les ministres des Affaires étrangères européens lors de leur réunion du 20 novembre. Depuis la trêve fragile négociée par les États-Unis début octobre, malgré la libération de prisonniers, la mise en œuvre des accords demeure incertaine. L'UE aimerait jouer un rôle central dans la formation et le soutien

direct au maintien de l'ordre à Gaza, tout en envisageant aussi d'aider au désarmement de la résistance. Par ailleurs, Bruxelles souhaite relancer sa mission au poste-frontière de Rafah, fermé depuis 2007. Cette mission comprend notamment une équipe européenne chargée de superviser le contrôle des frontières. L'UE, qui est le principal donateur des Palestiniens avec 1,6 milliard d'euros prévus pour 2025-2027, compte également peser de son poids pour encourager des réformes au sein de l'Autorité palestinienne. Une conférence des donateurs et une réunion sur la reconstruction de Gaza sont prévues le 20 novembre prochain.

B.B.

Les lauréats du concours littéraire national « Oum Siham » de la nouvelle récompensés

La cinquième édition du concours littéraire national «Oum Siham» de la nouvelle a dévoilé ses lauréats lors d'une cérémonie qui s'est tenue samedi dernier à la Maison de la culture «Zeddour Brahimi El-Kacem» d'Oran. Le premier prix a été décerné à Azza Bougaada, de Mila, pour sa nouvelle intitulée «Cent cinquante». Le deuxième prix est revenu à Samir Dâas, de Sétif, pour «Monsieur le Wali», et le troisième a été attribué à Fatiha Kada, de Mascara, pour sa nouvelle «Hymne d'amour». Les œuvres primées ont été publiées sur la page de l'Association culturelle «Athar El-Abirine»

d'Oran, organisatrice du concours, offrant ainsi au public l'occasion de découvrir ces textes sélectionnés par un jury d'experts spécialisés dans la nouvelle. Cette édition a rassemblé 38 écrivains venus de différentes wilayas du pays. La remise des prix, orchestrée en collaboration avec la Maison de la culture, a été ponctuée d'une conférence donnée par l'écrivain Mahmoud Bouzid, qui a présenté l'histoire et les actions de l'association ainsi que son rôle dans la dynamisation de la scène littéraire et culturelle à Oran. Par ailleurs, Nacer Stamboul, écrivain et universitaire à l'université d'Oran, a été

distingué durant la soirée, laquelle s'est conclue par un spectacle artistique en présence d'écrivains, d'intellectuels, d'universitaires et d'amateurs de littérature et d'art. Ce concours rend hommage à l'écrivaine algérienne disparue Amaria Belal, dite «Oum Siham» (1939-2021), reconnue pour son apport majeur à la littérature nationale. Elle a laissé derrière elle un héritage important en prose et en poésie, avec des ouvrages tels que «L'Abécédaire de novembre», «Témoignage de l'époque» ou «Palestine», mais aussi des récits appréciés comme «Le Quai Beyrouthin» et «Journal d'Oum-Ali».

Lancement de la plateforme « Prix du Président de la République pour le jeune chercheur innovateur », édition 2026

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé aujourd'hui, hier, le lancement officiel de la plateforme numérique dédiée au Prix du Président de la République pour le chercheur innovant, édition 2026. La mise en service du site a eu lieu hier à 15 h. Le ministère invite les chercheurs et les étudiants à s'inscrire, à soumettre leurs dossiers de

candidature et à concourir pour l'excellence et l'innovation via le lien suivant : https://algerianpresidentaward.dz/ Cette compétition se déroule sous le slogan « Innovons aujourd'hui pour construire l'Algérie de demain ». Cette prestigieuse récompense a été instituée par décret présidentiel et vise à honorer les travaux de recherche

scientifique remarquables qui contribuent à l'innovation et au développement durable en Algérie. Le prix vise à encourager l'excellence en recherche scientifique, à valoriser l'innovation au service du développement national, à renforcer le transfert de technologie, à créer un lien fort entre la recherche, les besoins sociaux et économiques, et à soutenir l'économie du savoir.